

# GEND'

LE MAGAZINE DE LA GENDARMERIE  
DÉCEMBRE 2014 - N° 372 - 2,50 €

info



NUMÉRO SPÉCIAL



# GIGN

# SOMMAIRE 372

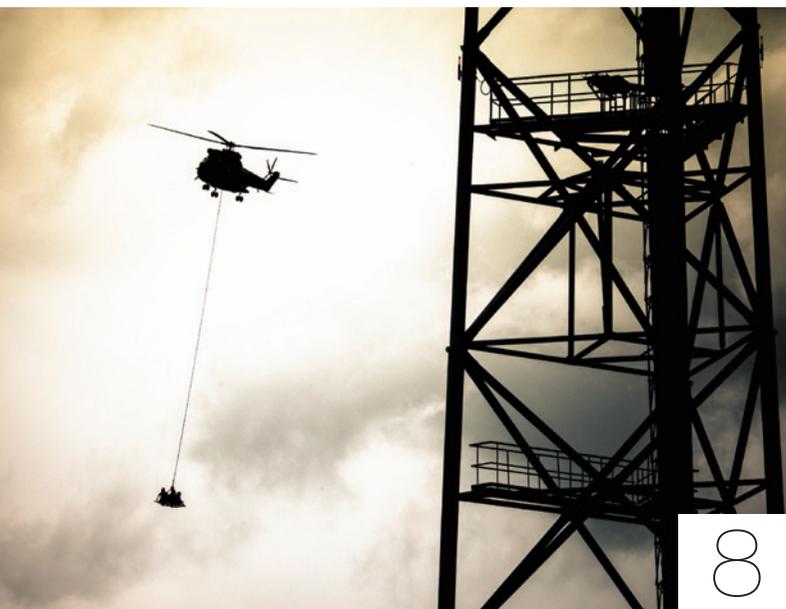
décembre 2014



4



10



8

Crédit photo couverture : GIGN ©

## Abonnez-vous !

Pour vous abonner, envoyez un chèque libellé à l'ordre de l'agent comptable de l'ECPAD, en précisant sur papier libre la formule d'abonnement choisie, à l'adresse suivante : ECPAD, 2 à 8 route du Fort, 94205 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

	6 mois (6 numéros)	1 an (10 numéros)	2 ans (20 numéros)
France métropolitaine	13,00 €	20,50 €	38,00 €
France métropolitaine (-25 ans)	- €	18,00 €	33,50 €
Dom-Tom par avion	19,50 €	32,50 €	61,00 €
Dom-Tom (-25 ans)	- €	30,00 €	56,50 €
International par avion	23,50 €	38,00 €	71,00 €

Rejoignez-nous



Suivez-nous



4 ■ Actualité

8 ■ Numéro spécial GIGN

- 10 ■ Interview du général d'armée Denis Favier, directeur général de la gendarmerie nationale
- 12 ■ Les 40 ans du GIGN : rétrospective
- 14 ■ Marignane : 20 ans après
- 16 ■ Interview du colonel Hubert Bonneau, commandant le GIGN
- 18 ■ Contre-terrorisme : le GIGN à l'épreuve du temps
- 20 ■ Au cœur de la lutte contre le grand banditisme
- 21 ■ F.I. : la force est dans le groupe
- 22 ■ La FOR : mission, renseigner
- 24 ■ La FAO, une force transverse
- 26 ■ Synergie des forces
- 28 ■ FSP, les experts de la protection
- 30 ■ FF : formation nationale et internationale
- 32 ■ Trois métiers d'exception
- 34 ■ Sélection : six jours pour convaincre
- 36 ■ Formation : quatorze mois pour devenir opérationnel
- 38 ■ Des spécialistes au service des opérationnels
- 40 ■ R&D : adaptabilité et innovation
- 42 ■ Un lien fort avec les forces spéciales

# édito



Sirpa Gend © MAJ FBalsamo

par le général d'armée  
**Denis Favier**

*Directeur général  
de la gendarmerie nationale*

Nous venons de traverser une période difficile. La mort d'un jeune homme, au milieu de manifestants violents, est un drame qui ne peut nous laisser indifférents. La culture opérationnelle de la gendarmerie est celle de la maîtrise dans l'emploi de la force. La mobilisation quotidienne de tous les gendarmes sur le terrain n'a qu'une finalité, la protection et la sécurité de nos concitoyens.

J'ai rappelé à plusieurs reprises que l'épisode tragique de Sivens appelait de notre part transparence et exigence, souci de comprendre mais aussi de démontrer combien les conditions d'engagement des gendarmes mobiles étaient complexes et difficiles au regard du fort degré de violence de l'adversaire. Le débat sur les conditions de cette opération est légitime. Nous assumerons nos responsabilités. Une enquête judiciaire est en cours.

En revanche, j'ai réagi aux polémiques injustes, aux attaques basses, aux mises en cause infondées dont nos camarades et notre maison ont été l'objet. C'est dans les moments difficiles qu'il nous faut manifester notre esprit de corps pour faire face et rester soudés, non dans un esprit de posture stérile mais parce que, collectivement, nous attachons du prix à notre engagement au profit de l'intérêt général. Nous bénéficions par ailleurs d'un soutien fort, affirmé par le Premier ministre à Beauvais, réaffirmé à plusieurs reprises par le ministre de l'Intérieur, et notamment lors de la clôture de la 52<sup>e</sup> session du CFMG.

La période est aussi marquée par le 20<sup>e</sup> anniversaire de Marignane, opération qui fait référence dans l'histoire du GIGN. Il y a 20 ans, des militaires intervenaient au péril de leur vie pour libérer et sauver 173 otages d'une mort certaine. Ils sont rentrés dans cet avion parce qu'ils avaient une mission à accomplir, parce que c'était leur devoir. C'est en raison de notre engagement que la gendarmerie est particulièrement appréciée.

« S'engager pour la Vie », les valeurs du GIGN sont celles de la gendarmerie tout entière. Hier à la tête de ces hommes, aujourd'hui comme directeur général, je vous assure de mon soutien et de ma confiance.

*...C'est dans les moments difficiles qu'il nous faut manifester notre esprit de corps pour faire face et rester soudés...*

Direction Générale de la Gendarmerie Nationale,  
Sirpa - Gend'Info - 4, rue Claude BERNARD - 92130 Issy-les-Moulineaux.  
Tél. : 01 84 22 02 72 - Fax : 01 84 22 02 69  
N° commission paritaire : 0306805700./ ISSN : 1161-1715  
Directeur de la publication : GBR D.BOLLOT  
Directeur de la rédaction : LCL J-L. KRIEDEL (02.60)  
Rédacteur en chef : CNE A.MUSCAT (02.72)  
Rédacteur en chef adjoint : CNE C. MORIN (02.74)  
Reporters : CNE G. PUPIN (02.78), ASP A. GAGNERAUD (02.66),  
ASP C. MANY (02.76)  
Photographes : MAJ F. BALSAMO (02.94)  
Conception graphique : ADC L. SENTUCO, BRC L. MARTINEZ  
Maquettistes PAO : MDC C. GONÇALVES (02.20),  
BRC P. HARTARD (02.92), BRI J. OBERLINGER (02.68)  
Abonnements : Établissement de communication  
et de production audiovisuelle de la Défense  
2 à 8, route du Fort - 94 205 Ivry-sur-Seine CEDEX  
Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92  
Imprimerie : Moderne de l'Est  
36 avenue des Termes - 75017 Paris  
Tirage à 20 000 exemplaires.

# LE PREMIER MINISTRE À LA RENCONTRE DES FORCES DE SÉCURITÉ DANS L'OISE



Mit-Dicom © F. Peller

Mercredi 19 novembre, M. Manuel Valls s'est rendu dans le département de l'Oise (60) pour faire un point sur le dispositif de lutte contre les cambriolages et les vols à main armée. Il en a profité pour rencontrer les divers acteurs : les gendarmes et policiers, mais aussi les élus et les commerçants. Accompagné par le ministre de l'Intérieur et par le directeur général, le Premier ministre s'est fait présenter par le préfet de l'Oise monsieur Emmanuel Berthier, le plan départemental de lutte contre les cam-

biolages. Il a réaffirmé son soutien déterminé aux forces de l'ordre, « en tant que garants de l'ordre républicain et de la cohésion nationale ». Le colonel Marc Boget, commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, a fait part au Premier ministre des résultats obtenus en évoquant de récentes affaires. Le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur ont poursuivi leur déplacement au centre-ville de Beauvais, où ils sont allés à la rencontre de commerçants partenaires du dispositif « Alerte commerce ». Ils se sont ensuite rendus à la mairie de Chambly, où s'est déroulée la cérémonie de signature de la convention « panel d'habitants référents ». Cette convention a pour objectif d'allier la participation citoyenne et la remontée d'informations vers les élus quant aux problématiques locales en matière de sécurité. À cette occasion, le Premier ministre a pu échanger avec les militaires de la brigade locale. Il a relevé les excellents résultats obtenus et a encouragé les militaires à continuer dans ce sens. Il s'est également entretenu avec les autres acteurs qui participent à la sécurité des habitants au quotidien : la police municipale, les volontaires engagés dans le dispositif de participation citoyenne, les bailleurs et médiateurs sociaux mais aussi les agriculteurs bénéficiaires du dispositif « SMS agri ». Pour conclure son déplacement, le Premier ministre a insisté sur le fait que la sécurité était l'affaire de tous et qu'à ce titre, il se félicitait du partenariat mis en place par la gendarmerie avec l'OPAC. Ce dispositif consiste à coordonner l'action de patrouilles de sécurité privée dans les résidences de l'OPAC de la zone de sécurité prioritaire, avec l'activité propre de la gendarmerie. Cette initiative devrait être étendue à l'ensemble du département.

## ARRÊTS CEDH : TRAVAUX EN COURS

Tous les acteurs intéressés par les conséquences des arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'Homme s'impliquent fortement pour participer à la conception d'un nouveau modèle d'expression collective équilibré et adapté aux forces armées.

Le président de la République, chef des armées, a désigné monsieur le conseiller d'État Bernard Pêcheur pour étudier les options juridiques envisageables permettant de définir un droit associatif professionnel des militaires. Dans le cadre des structures actuelles du dialogue interne, le dispositif recherché devra concilier les légitimes aspirations individuelles avec les impératifs de l'état militaire.

M. Pêcheur a constitué une mission d'appui interministérielle (Affaires étrangères, Défense, Intérieur, Travail) qui s'est réunie à quatre reprises. La gendarmerie y prend

toute sa place. Le rapport de M. Pêcheur sera remis au président de la République mi-décembre 2014.

Le directeur général de la gendarmerie a décidé :

- la constitution d'un groupe de travail composé de 8 militaires du CFMG ;
- la création d'un forum d'échanges sur GendCom dédié aux acteurs du dialogue interne souhaitant s'exprimer sur le sujet ;
- la diffusion au niveau local, des éléments de communication aux commandants de région et de groupement, et formation assimilées, ainsi qu'aux membres des instances de représentation et de participation, afin de mieux informer l'ensemble des militaires de la gendarmerie.

# SIVENS : POINT DE SITUATION

Dans la nuit du 25 au 26 octobre 2014, les militaires de l'EGM 28/2 de la Réole, en mission de maintien de l'ordre à Sivens (86) sont violemment pris à partie par plusieurs centaines de manifestants déterminés à en découdre avec les forces de l'ordre. Au cours des affrontements, un jeune homme décède. Après avoir donné la parole au commandant de groupement du Tarn et au commandant du GTG le mois dernier, *Gend'Info* fait le point un mois et demi après les événements.

Dès le 28 octobre, le ministre de l'Intérieur, M. Bernard Cazeneuve, annonce la suspension des grenades O.F. et le déclenchement de deux enquêtes administratives.

La première enquête, confiée à l'IGGN et à l'IGPN, porte sur l'utilisation des grenades dans les opérations de maintien de l'ordre (M.O.). Le 13 novembre, le ministre a annoncé l'interdiction de l'emploi des O.F. au maintien de l'ordre. Au regard de cette décision, la doctrine d'emploi de l'usage des armes au M.O. sera adaptée.

La seconde enquête, portant sur le déroulement des opérations de maintien de l'ordre à Sivens, a fait l'objet d'un rapport qui a été rendu au ministre par le général Renault, chef de l'IGGN, le 2 décembre, présenté le jour même aux parlementaires de la commission des lois à l'Assemblée nationale.

Le rapport fait état d'un engagement maîtrisé de la force publique, notamment au cours de la journée du 25 octobre et de la nuit du 26. Les règles juridiques et déontologiques ainsi que les techniques enseignées au maintien de l'ordre ont été respectées alors même que les manifes-



tants étaient particulièrement violents. L'enquête administrative ne conclut à aucune faute professionnelle des gendarmes.

Au plan judiciaire, dès la commission des faits le 26 au matin et jusqu'à ce que les analyses du LIPS de Toulouse confirment que la mort n'est imputable qu'aux effets d'un explosif de type TNT contenu dans la grenade O.F., une enquête judiciaire de flagrance pour « recherche des causes de la mort » a été confiée à la Section de recherches (S.R.) de Toulouse (31).

À l'issue, le parquet du TGI de Toulouse, compétent pour les affaires militaires, a ouvert le 29 octobre une information judiciaire pour « violences volontaires ayant

entraîné la mort sans intention de la donner par personne dépositaire de l'autorité publique » qui a été confiée à deux juges d'instruction de Toulouse.

Ces derniers ont alors délivré une commission rogatoire à l'IGGN, qui procède aux auditions de personnels du groupement de gendarmerie départementale du Tarn et de l'escadron 28/2 de gendarmerie mobile de la Réole. Co-saisie, la S.R. de Toulouse traite les aspects purement civils du dossier.

Au plan de l'accompagnement des militaires, la protection fonctionnelle a été activée dès les premières heures. Un avocat a été mandaté afin d'assister au mieux les personnels concernés. Un soutien psychologique a également été proposé à l'ensemble des militaires ayant pris part aux opérations de maintien de l'ordre cette nuit-là.



RETROUVEZ LES DEUX RAPPORTS SUR GENDCOM.

## Violences contre une brigade de gendarmerie : le directeur général à Sautron pour soutenir les gendarmes

Le 21 novembre, un groupe d'une quarantaine d'individus déterminés et encagoulés, opposants au projet d'aéroport à Notre-Dames-Landes, a pris pour cible la brigade de Sautron (44). Après avoir bloqué l'accès des locaux et vandalisé la façade, ils se sont violemment opposés à l'intervention des gendarmes arrivés en nombre avant de prendre la fuite et de dégrader un véhicule à coups de marteau. Le 24 novembre, le directeur général s'est rendu auprès des militaires de l'unité. Il a félicité l'ensemble des militaires

engagés pour leur réactivité et a souligné la qualité de l'enquête qui a permis de confondre cinq individus et de les présenter à la justice. Placés en examen, ils sont soumis à contrôle judiciaire et interdits de département 44. Rappelant qu'il est inacceptable de s'attaquer à une brigade de gendarmerie, le directeur général a tenu à renouveler son soutien et ses encouragements aux militaires qui, dans les zones sensibles, soumis à de fortes pressions, doivent continuer à occuper le terrain.



# 52<sup>e</sup> SESSION DU CFMG

La 52<sup>e</sup> session du CFMG s'est tenue du 17 au 21 novembre. Clôturée par les ministres de l'Intérieur et de la Défense, une première depuis que l'Institution est placée sous la tutelle des deux ministères, cette session a été marquée par les arrêtés de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) du 4 octobre, relatifs à la liberté d'expression et au droit d'association des militaires. Les événements survenus à Sivens (82) ont aussi été au cœur des discussions.

Monsieur Bernard Cazeneuve a tout d'abord tenu à réaffirmer son soutien à la gendarmerie suite aux événements de Sivens : « Cette épreuve renforce la confiance et l'estime que je vous porte. » Il a par ailleurs fermement condamné les violences exercées à l'encontre des forces de l'ordre, de même que les exactions commises le matin même par une quarantaine d'individus encagoulés à l'encontre de la brigade de gendarmerie de Sautron (44).

Il a ensuite évoqué les deux enquêtes administratives ouvertes. Revenant sur les conclusions de la première, sur l'emploi des munitions dans le cadre des opéra-

tions de maintien de l'ordre, qui a abouti à l'interdiction de l'utilisation des grenades O.F., il a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une mesure de « méfiance » envers la gendarmerie mais au contraire qu'il s'agissait de « la protéger de toutes les formes de critique ». Un travail avec les industriels a été entrepris pour doter l'Institution des moyens les plus modernes afin qu'elle puisse assurer ses missions de maintien de l'ordre dans des conditions optimales.

## Véhicules neufs et casernes rénovées

Le ministre de l'Intérieur a ensuite abordé les questions d'ordre budgétaire, rappelant la levée de la mise en réserve pour,

entre autres, l'acquisition de 1 400 véhicules d'ici la fin de l'année.

Concernant le budget 2015, il a annoncé la poursuite des créations d'emploi, à hauteur de 500 par an (police/gendarmerie), « dans les territoires où le besoin est le plus important ». De plus, 40 et 70 millions d'euros seront respectivement consacrés à l'achat de véhicules (2 000) et à la rénovation des logements et équipements des gendarmes. Enfin, monsieur Cazeneuve a évoqué la modernisation des forces de l'ordre avec l'acquisition de nouveaux moyens numériques.

Il a conclu son discours en approuvant les pistes évoquées par la direction générale



RETROUVEZ SUR GENDCOM L'ENSEMBLE DES DOSSIERS DÉBATTUS ET DES ANNONCES FAITES LORS DE LA 52<sup>e</sup> SESSION

relatives à la récupération d'une partie des avoirs criminels pour acquérir des équipements opérationnels. « *En 2013, cela représentait 367 millions d'euros.* » Pour 2014, ce chiffre pourrait être en hausse de 24 %.

### CEDH : travail en cours

Puis, à son tour, le ministre de la Défense s'est montré « *solidaire* » à l'encontre des gendarmes engagés à Sivens, et a renouvelé son « *soutien* » et sa « *confiance* » à l'Institution tout entière. Il a ensuite rappelé que « *les militaires de la gendarmerie contribuent à l'action de nos armées en opérations extérieures* ».

Revenant sur le CFMG et ses missions, constatant la solidité et le caractère novateur du dialogue interne en gendarmerie, il a tenu à rappeler qu'un travail de fond est actuellement en cours après la publication des arrêts de la CEDH, relatifs à la liberté d'expression et au droit d'association des militaires. Des conclusions seront tirées mais « *les principes fondamentaux [de la concertation] ne sont pas remis en cause* ». Prochainement, une session extraordinaire du CSFM sera organisée pour harmoniser les conclusions des 7 CFM sur ce sujet.

Les deux ministres ont ensuite répondu aux questions des gendarmes. Interpellé

notamment sur l'avenir des gendarmeries spécialisées placées sous emploi du ministère de la Défense - Gendarmerie de l'Air (GAIR), de l'Armement (GARM) et, Maritime (GMAR) -, dans le cadre de la loi de programmation militaire, Monsieur Le Drian s'est montré rassurant. Rappelant le rôle « *essentiel* » de ces dernières, il a annoncé des « *transformations marginales* ». Pour la GAIR, l'échelon compagnie va être supprimé et remplacé par un centre opérationnel dédié. De plus, il a annoncé la création d'un peloton de sécurité dédié à la protection du nouveau site de Balard (75). Concernant la GARM, la brigade de Bagneux (92) va être dissoute, suite au déménagement de la DGA, alors que les effectifs d'Arcueil (94) vont être renforcés. Quant à la GMAR, un travail de réflexion est en cours sur ses missions.

Le directeur général de la gendarmerie nationale a souhaité rencontrer les membres du CFMG dès l'ouverture de la 52<sup>e</sup> session, le lundi 17 novembre. Revenant sur les événements de Sivens, il a renouvelé tout son soutien aux personnels engagés dans la nuit du 25 au 26 octobre et les a assurés d'un accompagnement institutionnel adapté. Il a rappelé qu'une réflexion a été lancée sur l'évolution de la

doctrine d'emploi de la gendarmerie mobile et notamment l'utilisation de moyens vidéo lors des engagements en maintien de l'ordre. Revenant sur les travaux faisant suite aux arrêts de la CEDH, il a répété son attachement à l'unicité du statut militaire et au modèle de concertation interne. Le 19 novembre, il insiste sur les excellents résultats obtenus dans la lutte contre la délinquance qui procèdent d'un fort engagement de l'ensemble des personnels. Le rôle de la gendarmerie mobile et des réservistes dans le cadre du plan rénové de lutte contre les atteintes aux biens démontre ainsi la capacité de montée en puissance de l'Institution. Enfin, au cours de la semaine, chaque directeur a fait un point sur les dossiers d'actualité relevant de son champ de compétence.

Le témoignage du MDC Cyrille Robert de l'EGM 28/2 de la Réole, a constitué un temps fort et marquant de la journée de clôture. Il y a fait le récit des violences subies par son unité à Sivens, lors de la nuit du 25 au 26 octobre.





# NUMÉRO SPÉCIAL

# GIGN

Créé il y a 40 ans pour faire face à la menace terroriste, le GIGN est une unité d'élite dont l'expertise est mondialement reconnue. Formation dédiée au contre-terrorisme, elle se distingue par son adaptation permanente à la menace. À l'occasion des 20 ans de la libération des otages du vol Air France AF8969 à Marignane, le 26 décembre 1994, opération exceptionnelle par son ampleur, qui a assis la réputation du « Groupe » sur la scène internationale, *Gend'Info* revient sur cette unité unique et les hommes qui en font la force.





« L'ESPRIT ET  
LES VALEURS  
DU GIGN SONT  
CEUX DE  
LA GENDARMERIE  
TOUT ENTIÈRE »

Propos recueillis par la capitaine Aurélie Muscat

À la tête du GIGN de 1992 à 1997 puis de 2007 à 2011, le général d'armée Denis Favier, directeur général de la gendarmerie nationale, est particulièrement imprégné par l'histoire du « Groupe ». En exclusivité pour *Gend'Info*, il revient sur les spécificités du GIGN et ce qui fait la force de cette unité d'élite : ses Hommes et leurs valeurs.



**Mon Général, depuis 1974, le GIGN a été engagé dans de nombreuses situations de crise. Parmi elles, la libération des otages du vol Air France à Marignane, en 1994. En quoi cet événement est-il un tournant dans l'histoire de l'unité ?**

*Marignane est une étape importante pour le GIGN. Cette opération fait référence aujourd'hui encore. Elle a contribué au positionnement de l'unité, en France comme à l'international. Au cours de cette opération inédite, l'ensemble des personnels et des capacités du GIGN a été engagé. Marignane, ce sont 54 gendarmes qui, soutenus au sol par 20 militaires de l'EPIGN, sont intervenus au péril de leur vie pour libérer et sauver 173 otages aux mains de terroristes particulièrement déterminés. Cette opération concrétise*

*les sacrifices quotidiens d'un entraînement intense et d'un engagement sans réserve des personnels. C'est pour intervenir sur ce genre de missions extrêmes que le GIGN a été créé. Marignane marque également une rupture dans la menace, avec l'émergence d'un terrorisme nouveau que le monde découvrirait véritablement le 11 septembre 2001. À Marignane, nous ne sommes plus en face d'individus animés par des motifs crapuleux ou politiques, comme ceux qui constituaient la principale menace en 1974. Nous sommes confrontés aux prémices d'un terrorisme structuré pour lequel la notion de reddition est impossible. Désormais les revendications servent principalement à gagner du temps pour mener à bien*



Sipra Gend © MAJ F.Balsamo

*l'action destructrice. Dès lors, la négociation s'inscrit comme un outil d'aide à l'intervention. Ces nouveaux modes d'action terroristes nous ont obligés à engager une réflexion de fond, sur les menaces bien sûr, mais aussi sur les moyens à mettre en œuvre pour les combattre, voire les devancer. La recherche de l'efficacité est le maître mot au GIGN. Cela passe prioritairement par une capacité permanente à s'adapter à la menace en s'appuyant notamment, pour chaque opération, sur un retour d'expérience immédiat puis à froid. Celui de l'après-Marignane s'est avéré particulièrement important. Conjugué avec l'analyse plus large des nouvelles menaces, il a contribué à aboutir en 2007 à une restructuration en profondeur du GIGN. Il faut sans cesse s'adapter. Le temps passe, les menaces évoluent, les hommes changent mais l'esprit du GIGN reste le même.*

#### **L'esprit du GIGN justement, en quoi consiste-t-il ?**

*Comme ancien patron du GIGN et comme directeur général de la gendarmerie, j'estime que l'esprit et les valeurs du GIGN reflètent ceux de la gendarmerie tout entière. Ce sont des valeurs communes vécues par les hommes et les femmes de terrain qui, quotidiennement, s'exposent, s'engagent au profit de nos concitoyens, pour assurer la sécurité et la paix publiques, pour apporter une aide. Ainsi, la devise du GIGN « S'engager pour la Vie » s'applique à l'ensemble de la gendarmerie. Bien sûr, les hommes et les femmes du GIGN sont formés à intervenir sur un spectre missionnel particulièrement complexe, dans des situations hautement dégradées et leur sélection,*

*leur formation, leurs entraînements exigeants les préparent au pire. Mais cette notion d'engagement n'est pas propre au GIGN. Sur le terrain, chaque jour, les gendarmes, mobiles comme départementaux, font face au risque. La force de la gendarmerie, c'est justement cette complémentarité entre une unité hyper spécialisée qui agit dans des situations extrêmes et des unités qui gèrent le quotidien et en assument tous les risques. Car la dangerosité dans le métier de gendarme n'est pas un vain mot. Tous les jours, des risques sont pris. C'est notamment le cas de la patrouille qui arrive la première sur les lieux sans connaître avec précision ce à quoi elle va être confrontée. Cela nécessite, d'une part, du courage et, d'autre part, un profond respect de la vie qui doit constituer une exigence de tous les instants. C'est encore plus le cas dans les opérations de grande intensité, où les conditions d'engagement sont souvent difficiles à cerner avec précision. D'autres valeurs font aussi la force et l'esprit du GIGN. Je pense en particulier à la puissance du collectif qui transcende les talents individuels. Là encore, cette valeur n'est pas exclusive du GIGN. Elle est particulièrement présente dans cette unité. La cohésion constitue le maître mot dès les premiers jours de formation et doit le rester tout au long de la carrière. Elle contribue à la réussite d'une mission aussi directement que le travail technique : quand les conditions sont dégradées, chacun doit pouvoir totalement compter sur ses camarades. Cette confiance, en soi, en ses pairs, en ses chefs, en ses techniques ou ses savoirs, est*

*indispensable à un engagement plein et entier, particulièrement dans une situation extrême où l'on risque sa vie. Enfin, je veux terminer sur une des valeurs phare du GIGN comme de la gendarmerie : sa capacité à se remettre en question pour être plus efficace. Cette qualité est un puissant levier de modernisation et d'innovation.*

#### **Au regard de la menace actuelle, quelle est la place de la gendarmerie dans le contre-terrorisme ?**

*Les capacités de la gendarmerie sont un atout dans la lutte contre le terrorisme. Notre modèle d'organisation nous permet de faire preuve de réactivité. La chaîne d'intervention est bien structurée. Elle permet d'offrir une réponse globale et très rapide. Il faut toujours conserver à l'esprit que la lutte contre le terrorisme est une guerre contre le temps. Il doit se passer le moins de temps possible entre le début de l'action adverse et notre mise en route. En cas d'attaque terroriste, les premières unités à intervenir sont les unités de terrain : unités élémentaires, mais aussi PSIG, P.I., PSPG et PI2G, en attendant l'arrivée sur zone du GIGN. Depuis Marignane, le GIGN et plus généralement la gendarmerie tout entière ne cessent de réfléchir et de s'adapter afin que l'outil réponde toujours plus efficacement à des menaces de plus en plus complexes.*



RETROUVEZ L'ORDRE DU JOUR PRONONCÉ  
PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL LORS DE LA CÉRÉMONIE  
DES 40 ANS DU GIGN

*Le temps passe, les menaces évoluent, les hommes changent mais l'esprit du GIGN reste le même.*

1971 et 1972 : prises d'otages de Clairvaux (10) et des Jeux Olympiques de Munich. Une réflexion s'amorce. La création d'une unité d'intervention au sein de la gendarmerie nationale s'impose. 1<sup>er</sup> mars 1974 : naissance opérationnelle du GIGN. En 40 ans, les structures, les équipements et les tactiques ont évolué, mais l'esprit qui anime les membres du GIGN n'a pas changé. Depuis 1974, le GIGN a conduit 1800 opérations importantes, libéré 600 otages, maîtrisé 250 forcenés et arrêté 1500 criminels dangereux. Des interventions qui ont mené le Groupe sous toutes les latitudes du globe. Autant de chiffres et de lieux qui ont marqué les membres du GIGN, anciens comme actuels.

# LES 40 ANS DU GIGN

Par la capitaine Gaëlle Pupin

## 1976 – Djibouti

Première mission hors métropole deux ans seulement après la création du Groupe. Le GIGN est engagé dans une prise d'otages à Loyada (Djibouti). Des militants indépendantistes retiennent une trentaine d'enfants dans un autocar en plein désert, à la frontière somalienne. Un tir coordonné de cinq tireurs d'élite du GIGN, positionnés à 200 m, neutralise cinq des preneurs d'otages en une seule détonation. Malgré la mort de deux otages, l'action des gendarmes du Groupe, combinée à celle des légionnaires, contribue à faire connaître le jeune GIGN.



GIGN ©

## 1988- Ouvéa

À Fayaoué (Nouvelle-Calédonie), un commando indépendantiste attaque la gendarmerie, tue 4 gendarmes et en prend 27 en otage. Un groupe est libéré 3 jours plus tard, le second, composé de 16 otages, est emmené dans une grotte à Ouvéa. Paris envoie ses troupes d'élite dont le GIGN. Première opération militaire pour les membres du Groupe. Une intervention délicate conduite dans des conditions difficiles. Le 5 mai 1988, l'opération « Victor » est lancée. L'assaut sur la grotte de 75 hommes du GIGN, de l'EPIGN, du 11<sup>e</sup> Choc et du commando Hubert permet la libération des otages. 19 preneurs d'otages et 2 militaires sont tués.



GIGN ©

## 1994 - Marignane

173 otages sont libérés sains et saufs lors de l'assaut du GIGN. 9 membres du Groupe sont blessés. Cette opération lui assoie une réputation mondiale d'efficacité, de professionnalisme et de très haute compétence (lire pages 14-15).



GIGN ©

## 2008 – Le Ponant

Des pirates somaliens prennent d'assaut un voilier. Secourir 30 otages à des milliers de kilomètres de la métropole, en pleine mer, tel est l'enjeu de l'opération « Thalathine ». Les commandos marine et le GIGN sont alertés. Plus de 60 membres du Groupe sont mobilisés pour mener les négociations, conduire les opérations à Satory et Paris et intervenir en mer. Les commandos marine et le GIGN obtiennent la libération des otages.



GIGN ©

## RÉTROSPECTIVE

GIGN © Mika

**1978** – Le Groupe de l'époque et son équipement, autour d'une Renault 5 Alpine.



**2013** - 2 équipiers de la F.I. et le nouveau véhicule d'assaut « Sherpa ».



Depuis la création du GIGN, les opérationnels s'exercent quotidiennement au tir. Ils sont tous en mesure de neutraliser une cible jusqu'à 400 m quelles que soient les conditions.

GIGN ©



**1974** – Utilisation du FRF1

**2003** - Le Groupe se dote de fusils Accuracy en calibre .308 et .338.

GIGN © TIM



Les sections s'entraînent mensuellement à l'investigation dans tous les types d'avions en service.

GIGN ©



**1977** – Progression avec un Manurhin MR 73.

**2011** – HK MP5 et protection balistique complète.

GIGN © Francis P.



# MARIGNANE : 20 ANS APRÈS

Par la capitaine Gaëlle Pupin

**24 décembre 1994, 11h.** Un commando de 4 hommes armés pénètre dans l'Airbus A300 du vol AF8969 reliant Alger à Paris, lors de l'embarquement. Ils prennent en otage les passagers et les membres de l'équipage.

**14h.** Un premier otage est tué. Le GIGN est placé en alerte.

**25 décembre.** Les négociations avec les autorités algériennes n'aboutissent pas. Deux otages sont exécutés dont un Français. L'avion décolle pour la France.

**19h.** Le GIGN arrive à Marignane en provenance de Palma de Majorque à bord d'un avion identique.

**26 décembre, 3h30.** L'AF8969 se pose à l'aéroport de Marseille-Marignane afin de se ravitailler en carburant. Le dispositif du GIGN est en place.

**17H05.** L'avion se déplace jusqu'à la tour de contrôle mitrillée par les terroristes.

**17h12.** Le CEN Denis Favier donne le top action.

## « Restituer techniquement les acquis de la formation »

Christian J. - tireur d'élite

« Observer et renseigner, c'est la première mission d'un tireur d'élite. » Sous son filet de camouflage, **Christian J.** se souvient d'avoir passé plus de 10 heures à observer cet avion au travers de sa lunette. Positionné à 130 mètres de l'appareil, sur un bâtiment en hauteur, il a une vue directe sur le cockpit et les terroristes. « Il faut également appuyer les équipes d'assaut. Être en mesure d'appliquer un feu en cas de légitime défense. On est leur troisième œil. » Tout entre en ligne de compte : distance, vent, lumière et balistique. Rien ne doit être laissé au hasard. « Ensuite, la situation s'est dégradée, on a senti que l'assaut était imminent. »

Arrivée de la passerelle. « Il y a eu des accrochages sur l'avant ». Tout s'enchaîne. Des mouvements dans le cockpit, des coups de feu. Les premiers blessés sortent. L'un en boitant. Un autre tombe... « C'est là qu'il faut essayer de se détacher de toute la pression, faire abstraction des enjeux, pour être en mesure de remplir sa mission. » Ce qu'il fait, de façon assez naturelle. « J'ai simplement restitué techniquement les acquis de la formation. » Convaincu de l'intérêt de la transmission du savoir, il s'attache désormais à imprimer son rythme dans un Psig dont il assure le commandement.

## « Aller au-delà de la peur »

Alain P. - colonne d'assaut, porte avant droite

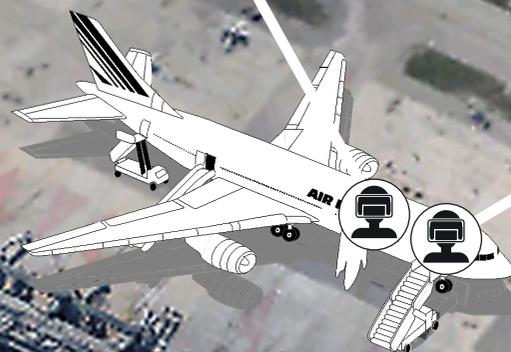
Appelé le dimanche 25 en début d'après-midi, **Alain P.** a fait partie de la deuxième vague. « Les équipes étaient pratiquement organisées à notre arrivée à Marignane et les missions réparties. Pour mon équipe : la porte avant droite. » La priorité reste les otages, les évacuer vivants. Ensuite la capture ou neutralisation des terroristes en préservant les camarades.

« Le but, à notre arrivée dans l'avion, était de mettre le plus de contrainte psychologique sur les terroristes. Il fallait qu'ils nous prennent pour cible et ne se servent plus des otages comme moyen de pression. » À l'évocation de son état d'esprit juste avant l'assaut, un silence s'installe. « La peur est présente, évidemment. Mais on compte sur nos camarades et ils comptent sur nous. Ce soutien nous permet d'aller au-delà de la peur. » Il se souvient que pour la première fois, ils se sont tous serré la main avant d'aller sur la passerelle.

« On était conscient qu'on ne reviendrait peut-être pas tous. »

Une fois le top action donné, les pen-

sées annexes s'envolent. Ne restent que les gestes répétés tant de fois en entraînement. Il entre le troisième dans l'avion, direction la porte avant gauche. « Le cerveau analyse les choses comme un film au ralenti, comme dans une bulle ». En passant devant le cockpit, une première balle se loge dans sa cuisse gauche. « Je n'avais jamais été blessé avant. C'est comme une décharge électrique. » Pour autant, il continue et couvre son secteur. Une nouvelle balle l'atteint plus sévèrement à la jambe droite. Impossible de rester debout. Il se traîne jusqu'à un siège et poursuit sa mission, vue sur le cockpit, travail de contre-visée. Un des preneurs d'otage est touché. De cette opération, il retient l'obscurité, l'espace restreint, la confusion qui régnait dans l'avion. Mais aussi la détermination de l'adversaire. Et le professionnalisme du groupe : « C'est pour ce genre d'opérations qu'on est au GIGN. Quand ça se produit, on fait notre travail, on espère en sortir vivant et que le groupe en ressorte grandi. »



« Chacun sa place, la mienne était juste devant ce jour-là »

Thierry P. - colonne d'assaut, porte avant droite

« Je me souviens que j'étais en permission quand j'ai appris la prise d'otage à la radio, raconte **Thierry P.** Je suis passé prendre la température au bureau. C'était sérieux, on rappelait les permissionnaires. » Arrivée à l'aéroport de Marignane. Briefing. Plusieurs scénarii sont envisagés. Changement de programme de dernière minute : l'avion s'est placé près de la tour de contrôle. « Je me souviens de la tête des gars, ils étaient livides. Je ne me suis pas vu, mais je pense que j'étais de la même couleur. On savait qu'on risquait d'aller au carton. » Le trajet de la passerelle vers l'avion, sous les balles des terroristes, lui paraît interminable. Une fois la porte ouverte, un camarade prend en compte l'arrière pendant qu'il se dirige vers le cockpit. « J'ai entendu tirer. Le son était atténué à cause de l'oreillette. Je pensais que c'était les collègues à l'arrière. » En fait, non, ce sont les terroristes dans le cockpit. Il identifie rapidement trois

individus, en neutralise deux et atteint un troisième. « Et là le gros choc ! Un terroriste était caché je ne sais où. » Il est atteint par une première balle au bras. « J'étais paralysé. Mes oreilles sifflaient. » Pas moins de sept balles vont l'atteindre, dont la dernière à la joue qui fait exploser sa visière.

« Celle-ci m'a sauvé la vie, car l'impact m'a fait reculer dans le couloir. » Au sol, il assiste à la poursuite de l'opération. Un bruit caractéristique attire son attention. « Grenade ! » « Je n'ai pu que me retourner. Elle a explosé à 80 cm de moi. » 12 minutes plus tard, ses camarades l'évacuent. Injection de morphine. Direction l'hôpital. Après de multiples interventions et de la rééducation, il revient au Groupe.

Il y devient instructeur de tir, mais de la main gauche, jusqu'en 1998. Ce qu'il retient de cet assaut : « On n'est jamais tout seul, c'est un travail collectif. Chacun sa place, la mienne était juste devant ce jour-là. »

« L'initiative personnelle est toujours au profit de l'action collective »

Jean-François R. - tireur d'élite

« Il y a eu un bip général. On est partis dans la soirée. » **Jean-François R.** partait en vacances quand il a été rappelé, lors de la première vague. Point de situation en avion, direction Marignane où l'entraînement commence. Il est désigné comme tireur. Puis vient l'ordre de décoller pour Marignane. Mise en place du dispositif à l'aéroport. « Avec mon binôme on a rampé plusieurs centaines de mètres pour aller se mettre en place côté tarmac. » Moitié enterrés, camouflés, la longue période d'observation commence. La température extérieure est de 0°C. 12 heures plus tard, l'avion se dirige vers la tour de contrôle. Réarticulation en urgence. Prise en compte du cockpit et porte avant droite en secteur de visée. Il évoque son état d'esprit : « Serein jusqu'au moment de l'assaut. Ensuite j'ai vu mes camarades entrer dans l'avion, certains ressortir blessés. Ce fut un moment difficile à accepter. » L'évacuation par les toboggans com-

mence. Il prend rapidement conscience que la colonne d'assaut est bloquée au niveau de la porte avant droite. De sa position, il voit un autre collègue être blessé, « l'éclair de l'impact. » Sa décision est prise. Il voit deux collègues sur l'échelle et prend l'initiative de laisser son fusil à son binôme pour les rejoindre. « Il y avait plus de cohérence à aller les renforcer que rester là où j'étais. L'initiative personnelle est toujours au profit de l'action collective. » Ils pénètrent tous les trois dans l'avion et forment une colonne avec les équipiers restants. Les terroristes sont-ils tous neutralisés ? Le cockpit est-il piégé ? Malgré ces questionnements, ils remontent jusqu'au cockpit. « On a forcément l'idée de la mort, mais on est rattrapé par sa philosophie de vie et ses motivations. » Il conclut : « Le groupe est un rouleau compresseur qui avance quoiqu'il se passe et où chacun s'oublie pour l'action collective. »

« GARDER LES  
FONDAMENTAUX  
MAIS NE PAS  
RESTER FIGÉS »

Propos recueillis par la capitaine Céline Morin

Le GIGN, qui a fêté ses quarante ans cette année, est spécialisé dans les opérations de contre-terrorisme, les libérations d'otages et la lutte contre le grand banditisme. Fort de 380 femmes et hommes, il peut, en cas de crise, en déployer 180 en moins de quatre heures.

Le colonel Hubert Bonneau, à la tête du Groupe depuis le 1<sup>er</sup> septembre dernier, présente les nouveaux enjeux auxquels se prépare son unité et dresse un état des lieux de ses missions quotidiennes.



**Le contre-terrorisme est plus que jamais au cœur du métier du GIGN. Quels sont les nouveaux modes opératoires des terroristes ?**

*Le GIGN est confronté à une menace protéiforme, avec des terroristes dont les modes d'opération évoluent en permanence. Dans les années 1970, nous étions face à un terrorisme revendicatif et une résolution de la crise par la négociation pouvait être envisagée. Avec la radicalisation des mouvements à partir des années 1990, cette vision est aujourd'hui dépassée. Le panel des actions adverses reste très large. Après les événements de Bombay et de Nairobi, est apparu le concept de « tueries planifiées ». Nous sommes inquiets des retours des Européens partis faire le djihad en Syrie ou en Irak. Ils reviennent avec un endoctrinement et des formations militaires leur permettant de conduire des actions « commando », simples à mettre en œuvre, avec peu de matériel et en jouant sur l'effet de surprise.*

**Comment le GIGN s'organise-t-il pour faire face à ces nouveaux modes opératoires ?**

*L'évolution permanente des modes opératoires de nos adversaires nous impose de réagir et de nous adapter aussi bien au plan tactique qu'au niveau des équipements. Il nous faut trouver les moyens d'être toujours plus réactifs car, au final, notre principal ennemi c'est le temps. Nous devons être capables de nous engager dans l'urgence ; c'est pourquoi nous avons développé le concept de plan d'assaut immédiat. Pour faire face aux évolutions technologiques, nous disposons d'une cellule recherche et développement. Sa mission est de porter des projets, émanant pour la plupart des opérationnels, qui vont nous permettre de créer ou d'adapter nos moyens pour être toujours plus performants. La formation et l'entraînement des personnels prennent, dans ce contexte, une importance particulière. Nous effectuons régulièrement des exercices nationaux dans les*

domaines du contre-terrorisme aérien, maritime, ferroviaire, NRBC, etc. Les sections travaillent en permanence sur les avions, les structures, les bâtiments pour être prêtes à intervenir en tous lieux. L'unité a su garder ses fondamentaux mais nous ne sommes pas figés. Quand les Anciens reviennent, ils reconnaissent l'unité dans ses valeurs mais pas dans ses moyens.

**Le GIGN travaille au profit des autres unités de la gendarmerie sur des missions de « moyenne intensité ». Comment se traduit cet engagement ?**

Il s'agit d'opérations répondant à des critères d'engagement précis en termes de complexité et/ou de dangerosité et qui ne peuvent pas être traitées par d'autres unités que le GIGN, comme par exemple la maîtrise de forcenés armés en matière de police administrative. Concernant la police judiciaire, nous sommes essentiellement engagés au profit des Sections de recherches (S.R.). Nous devons être en mesure d'« environner » un adversaire, de le prendre en compte par des filatures complexes (FOR) et de procéder à des arrestations délicates en milieu ouvert ou fermé (F.I.) : go-fast, opérations de remise de rançon, travail dans les milieux nationalistes, etc. Le spectre est large. Cela représente près de 200 opérations par an, toutes forces confondues. Elles permettent aux militaires d'éprouver leurs techniques et savoir-faire. C'est le quotidien qui nous prépare à la crise majeure.

**Au-delà des critères de complexité et de dangerosité, comment le GIGN est-il engagé ?**

Nous dépendons directement

du DGGN. En cas de crise majeure, il traite avec les autorités gouvernementales. Dès la décision d'engagement prise au niveau politique, le directeur général donne l'ordre d'engagement. Le travail du commandant du GIGN sera dès lors de proposer des solutions aux autorités politiques pour la résolution de la crise. Pour les opérations courantes, nous sommes en relation directe avec les commandants de groupement et de S.R. Nous évaluons la mission puis l'autorisation d'engagement est validée par la DOE.

**Le GIGN est une unité reconnue pour son professionnalisme. Qu'est-ce qui fait sa spécificité ?**

L'atout du GIGN est d'être une unité entièrement « intégrée », dans la mesure où nous disposons, « sous un même toit », de toutes les capacités et compétences qui permettent de faire face à une crise majeure. Peu d'unités dans le monde ont cette faculté. Nous n'avons pourtant pas la prétention de pouvoir traiter seuls une crise de très haute intensité. C'est pourquoi nous cherchons à être interopérables avec d'autres formations. Le GIGN est donc aussi une unité « intégrable ». Nous effectuons à ce titre des exercices avec la FIPN pour partager des procédures opérationnelles et avoir un langage commun. Cette interopérabilité est également développée avec les armées avec lesquelles nous conservons des liens forts. Une grande partie des stages de haut niveau, comme le parachutisme, la plongée d'intervention, la spécialité Nedex, etc., continue de se faire au sein des armées. Nous travaillons également en inter-services, par exemple au profit de la Douane, de la DGSI, du

ministère des Affaires étrangères, etc.

**L'actualité internationale a une répercussion notable sur l'engagement du GIGN à l'étranger. Quels en sont les principaux théâtres ?**

Nous disposons d'un Bureau suivi et anticipation (BSA) qui étudie toutes les crises d'ampleur, au niveau mondial, en liaison avec les services français, pour affiner la perception de la menace et les modes opératoires développés par l'adversaire. Nous en tirons des enseignements à la fois pour nos opérations sur le territoire national mais aussi à l'étranger. L'ensemble des forces a connu des engagements opérationnels hors de nos frontières. C'est en particulier le quotidien de la force sécurité protection dans le cadre de la protection des ambassadeurs et des intérêts français dans les pays en crise ou en guerre. Nous sommes présents depuis 10 ans à Bagdad. Nous avons évacué cet été l'ambassade de France en Libye. En 2014, nous sommes allés au Yémen, en RCA, au Mali. Conduite dans un autre cadre, entre 2009 et 2012, la mission en Afghanistan a permis aux personnels de l'unité de s'aguerrir et de développer leur rusticité. Les missions à l'international sont des missions à haut risque où, coupés de leur base, souvent avec une assistance limitée, nos opérationnels doivent s'adapter à toutes les situations pour mener à bien leur mission.

**Qu'en est-il des partenariats ?**

Nous sommes très impliqués notamment dans le réseau Atlas, qui réunit les forces d'intervention européennes et où le GIGN est leader de plusieurs projets. C'est un véritable atout de pouvoir

profiter des retours d'expérience de chacun et d'organiser des échanges de savoir-faire en développant des partenariats « gagnant-gagnant » avec des unités sœurs, en Israël, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Russie, en Belgique et en Italie. Pour le reste, nous répondons aux sollicitations émanant des autorités françaises et étrangères en termes de formations spécifiques.

**Qui sont les femmes et les hommes du GIGN ?**

**Qu'attendez-vous des candidats potentiels ?**

Ce sont avant tout des passionnés qui ont un esprit bien trempé mais aussi la capacité d'effacer ce caractère individuel au profit du collectif, car ils ont un sens sacré de la mission. C'est valable pour les hommes comme pour les femmes. Celles-ci ont su trouver leur place au sein du Groupe. Nous en avons peu car le niveau d'exigence est très élevé lors de la sélection. Pendant la formation, elles font tout comme les hommes, subissent les mêmes épreuves, affrontent le froid, les conditions extrêmes, etc. La seule différence réside dans les critères physiques des tests de sélection. Homme ou femme, il ne faut pas hésiter à passer les tests. Il faut être bien préparé physiquement et avoir de la volonté. C'est dur, mais loin d'être insurmontable. Lors du pré-stage, on cherche à développer chez nos candidats l'esprit d'initiative, la faculté de prise de décision, la résistance au stress. On apprend aussi le travail en équipe. Seul, on n'est rien, il faut pouvoir agir en confiance avec ses équipiers. La confiance, c'est la valeur première du GIGN.

# CONTRE- TERRORISME : LE GIGN À L'ÉPREUVE DU TEMPS

par l'aspirant Cédric Many

Créé à la suite de l'attaque du groupe Septembre noir lors des Jeux olympiques de Munich en 1972, le GIGN n'a depuis cessé d'adapter sa doctrine en matière de contre-terrorisme. Les tueries planifiées sont aujourd'hui dans sa ligne de mire.

Moscou (Russie) en 2002. Beslan (Russie) en 2004. Bombay (Inde) en 2008. Utoya (Norvège) en 2011. Nairobi (Kenya) et In Amenas (Algérie) en 2013. Autant de dates et de lieux qui ont marqué l'opinion publique ces dix dernières années. Au-delà de l'émotion que ces événements ont engendrée, le GIGN a su en tirer les leçons. Les attaques terroristes ont changé de visage. Les modes opératoires ont évolué. Prises d'otages de masse, attaques simultanées par des petits groupes, phénomène de « loup solitaire », etc. Face, notamment, aux tueries planifiées, le Groupe s'est adapté.

## Chaque seconde compte

La première étape, cruciale,

est une véritable course contre-la-montre.

Cette « guerre du temps » impose de répondre le plus rapidement possible à la menace. « 25 personnes sont prêtes à partir à tout moment en moins de 30 minutes. Projetable partout en France ou à l'étranger, par voie routière ou aérienne, elles constituent le détachement d'intervention d'urgence », explique le chef d'escadron (CEN) G.P., commandant la Force d'intervention (F.I.). Cette première vague, composée d'une section de la F.I. appuyée par des personnels d'autres forces (moyens spéciaux, dépiégeurs d'assaut, soutien médical, transmissions, etc.), est prête à monter à l'assaut dès son arrivée sur les lieux. « Cette



Interopérabilité avec les commandos marine lors d'un exercice de contre-terrorisme maritime.



Les exercices réguliers sont l'occasion pour le GIGN de faire évoluer les techniques d'effraction et de progression.



capacité à agir immédiatement, avec une planification très réduite, fait partie des évolutions du Groupe. Des enseignements ont été tirés de la tuerie du centre commercial Westgate, à Nairobi ou de l'île d'Utoya. »

À l'époque, les policiers norvégiens étaient arrivés en face de l'île rapidement après le début de l'attaque mais ils avaient attendu d'être organisés et de connaître leur cible pour passer à l'action. Pendant ce temps-là, Anders Breivik avait abattu 69 étudiants, soit pratiquement 2 par minutes. « En résumé, nous n'attendons pas d'avoir toutes nos capacités pour agir. Le premier détachement se prépare à évoluer en autonomie, sous le feu ennemi. Et à faire cesser la tuerie le plus rapidement possible. »

### Tous les personnels sont mobilisables

Ensuite, des capacités sont agrégées au fur et à mesure de l'opération. « Face à ce type de crises extrêmement violentes, qui se déclenchent de façon très rapide et qui peuvent malgré tout durer dans le temps, la clé de notre organisation repose sur une montée en puissance de nos capacités et un engagement par vagues successives des composantes de l'unité. En moins de 2 heures, un deuxième contingent de la F.I. est prêt à partir avec des moyens lourds », précise l'officier. Puis, selon l'ampleur de la crise, tous les personnels disponibles peuvent être mobilisés. C'est l'autre atout du GIGN : toutes les forces de l'unité sont capables d'être engagées sur des opérations de contre-terrorisme. « Des renforts de la Force sécurité protection (FSP) et de la

### Air, terre, mer : le GIGN sur tous les fronts

La gendarmerie est *leader* sur le Contre-terrorisme aérien (CTA) et maritime (CTM). Elle est engagée au titre de la compétence territoriale sur le Contre-terrorisme ferroviaire (CTF). Le Groupe organise chaque année un exercice « majeur » dans chacun de ces domaines. Exécutés dans les conditions du réel, ces exercices permettent aux gendarmes d'élite d'entretenir leurs capacités et ainsi d'être prêts à intervenir à tout moment. Des exercices intermédiaires sont organisés mensuellement.

Des spécificités existent selon le « terrain ». Pour le CTM, le Groupe travaille en coopération avec les commandos Marine. Les gendarmes sont responsables de l'assaut et les commandos de la reprise du bâtiment. En matière de CTA et

de CTF, le GIGN est à la fois *leader* sur l'assaut (F.I.) et sur la reprise du vecteur (FSP-FOR). Ces entraînements permettent aussi aux gendarmes de se familiariser avec les nouveaux types de matériels utilisés (avions, locomotives, etc.) et de développer des outils spécifiques. Dernier exemple en date, le véhicule « Sherpa » qui permet d'atteindre le pont supérieur d'un Airbus A380.

Pour pouvoir agir rapidement, le GIGN s'appuie aussi sur la Cellule audits et dossiers d'objectifs (Cado). Elle a pour mission de récupérer des informations sur tous les vecteurs sensibles (trains, avions, bateaux, etc.) sur lesquels le Groupe serait susceptible d'intervenir.

*Force observation recherche (FOR) sont prêts à compléter la colonne d'assaut pour lui permettre de continuer sa progression. Ils sont alors en charge de sécuriser une zone, de gérer les otages et les blessés ou encore d'apporter des moyens complémentaires.* » D'ailleurs, tous les stagiaires du GIGN suivent dorénavant une formation en contre-terrorisme.

Cette synergie est travaillée quotidiennement lors des missions de moyenne intensité. Par exemple, la FOR et la F.I. peuvent être engagées ensemble sur des *go fast*, la FSP et la F.I. sur des missions de sécurisation lors d'opérations extérieures. « Ce travail en interforces permet de gagner en efficacité », poursuit le CEN.

### Des procédés éprouvés

Les méthodes d'intervention ont évolué en même temps que la menace. Ainsi, les

gendarmes s'entraînent à intervenir dans des lieux enfumés, comme c'était le cas à Bombay. Des techniques de dépiégeage d'assaut ont aussi été élaborées afin de pouvoir neutraliser ou éviter des pièges en urgence, sans ralentir la progression de la colonne d'assaut. « Nous étudions également les possibilités d'infiltration dans les bâtiments avant de lancer l'assaut », explique le CEN. De plus, les techniques, tactiques et matériels mis en oeuvre dans le contre-terrorisme sont éprouvés tous les jours lors d'opérations de moindre ampleur. « Cet engagement quotidien permet de préparer la crise majeure. Et d'être prêts le jour J », conclut-il.

# AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LE GRAND BANDITISME

par la capitaine Céline Morin

Unité dédiée au contre-terrorisme, le GIGN est aujourd'hui en mesure de faire face à tous les *scenarii* possibles d'attaques terroristes, comme les prises d'otages de masse. Mais au quotidien, c'est dans la lutte contre le grand banditisme que ses différentes forces sont engagées. Chaque année, entre 150 et 200 missions de Police judiciaire (P.J.) et de Police administrative (P.A.) requièrent, de par leur degré de complexité, de sensibilité et de dangerosité, le savoir-faire et la technicité du Groupe.

NEGOCIATEUR

La négociation est un véritable outil de gestion de crise qui permet souvent de désamorcer les situations.

GIGN ©

« Le GIGN, en matière de P.J. et de P.A., intervient sur les missions qui sont sur le haut du spectre », présente le lieutenant-colonel (LCL) Benoît V., Chef de l'état-major opérationnel (Cémops). « Il n'est pas du tout antinomique de confier ces missions à l'unité de contre-terrorisme de la gendarmerie. Elles nous sont utiles pour maintenir nos savoir-faire et nous préparer aux missions de très haute intensité ».

L'engagement du GIGN est déterminé par plusieurs critères : la dangerosité de l'auteur, la difficulté technique et enfin la sensibilité médiatique et politique. « Le groupe possède des moyens techniques et des savoir-faire que les unités intermédiaires n'ont pas, comme l'utilisation d'explosifs, que lui seul est en mesure de mettre en œuvre en France. De même, toute inter-

pellation sur un véhicule en mouvement, s'il y a suspicion de trafic de stupéfiants et de présence d'armes, relève de l'action du GIGN. Une interpellation domiciliaire avec fort risque d'usage des armes est aussi de son ressort », poursuit le Cémops.

## Évaluation, renseignement, intervention

Si, en P.A., le GIGN est engagé sur des missions urgentes (forcené retranché, prise d'otages, etc.), en P.J., une phase d'évaluation et de préparation en amont est généralement nécessaire. Le Groupe travaille en lien avec les Sections de recherches (S.R.), auxquelles il est en mesure, après évaluation de la mission par les différents échelons, de proposer un certain nombre d'actes techniques pouvant permettre de

matérialiser l'infraction : pose de capteurs (sons, vidéo), filatures, etc. Cette phase sollicite l'engagement de la force appui opérationnel et de la force observation recherche, pour des périodes allant de quelques jours à plusieurs mois. Vient ensuite le temps de l'intervention.

« Sur les grosses affaires de P.J., on retrouve toutes les composantes du Groupe. Pour mener une mission de bout en bout, il faut une synergie entre les forces. Au GIGN, rien n'est cloisonné. Chaque force est spécialisée, mais la formation initiale commune, notamment en matière de contre-terrorisme, nous permet d'être engagés ensemble. Souplesse et synergie sont deux des caractéristiques du Groupe », souligne le LCL Benoît V.

Revêtant une vraie difficulté technique, les affaires de stupéfiants, et notamment les *go fast*, constituent une part importante des missions P.J. du GIGN. Mais ce dernier travaille aussi sur des braquages de banque, des attaques de fourgons, des enlèvements, des extorsions de fonds, des vols de fret, etc.

Le GIGN possède une structure organique qui lui permet de déployer, en un minimum de temps, les éléments nécessaires à la mission. Un premier détachement est prêt à quitter Satory 30 minutes après avoir été mis en alerte, suivi par un second détachement en alerte à 2 heures ou par la totalité des effectifs opérationnels.

### Contrôle opérationnel et cohérence des chaînes d'intervention et de négociation

Si le GIGN est en mesure de se concentrer sur des missions de haute intensité, c'est que la gendarmerie a mis en place une chaîne d'intervention intermédiaire formée par les PI2G, les PSPG, voire les GPIOM. Parallèlement, la chaîne de négociation est également montée en puis-



GIGN ©

sance. Le dispositif de négociateurs régionaux, fort de quelque 300 gendarmes départementaux sélectionnés et formés par le GIGN, est aujourd'hui complet. Cette architecture permet de tendre vers une homogénéité des procédures en cas d'engagement conjoint et de garantir l'interopérabilité des unités. Les militaires des PI2G et des PSPG, ainsi que les négociateurs régionaux peuvent en effet être amenés à s'engager en propre si la mission est de leur niveau, mais aussi à préparer l'intervention du GIGN selon les modalités du Groupe, voire même à agir de façon concourante avec lui. « C'est un dispositif cohérent qui permet de désamorcer en amont des situations de moyenne intensité. Les chaînes d'intervention et de négociation sont à la fois nos yeux avancés et des primo-intervenants formés à nos méthodes et sur lesquels le GIGN exerce un contrôle et un suivi opérationnels. Ils ne sont jamais livrés à eux mêmes ; ils ont toujours une base arrière sur laquelle s'appuyer pour une évaluation de la situation et la validation du dispositif opérationnel », explique le Cémops, qui étend cette cohérence au domaine de la protection, où le dispositif de la force sécurité protection se décline avec les Techniciens d'escorte d'autorité et de sécurisation de sites (TEASS).

Les PI2G interviennent sur les missions de moyenne intensité sous le contrôle opérationnel du GIGN.



GIGN © Francis P.

Les interceptions de *go fast* relèvent de la compétence unique du GIGN.

### La Cellule nationale de négociation (CNN)

Parfaitement intégrée dans le processus de gestion de crise, la négociation est un véritable outil d'aide à la décision pour le chef opérationnel. Son objectif est de repousser au maximum l'usage des armes et de préserver la vie des otages. Dans les limites fixées par le chef de mission, les négociateurs essaient de se rapprocher d'un idéal tactique, de trouver une convergence entre différentes solutions. La CNN se compose de quatre négociateurs permanents ayant la qualification de coordinateurs en négociation. Elle sélectionne

et forme une douzaine de relais (négociateurs de crise) au sein des sections de la F.I., ainsi que les quelque 300 négociateurs régionaux répartis en France y compris Outre-mer. Ces gendarmes départementaux sont les premiers à intervenir sur une crise, en autonomie, sous le contrôle de la CNN, ou en appui du GIGN. Les négociateurs régionaux sont engagés plus de 300 fois par an. Une dizaine de ces engagements nécessite l'intervention directe du GIGN.



En moyenne, la F.I. est engagée sur 60 missions par an.

# F.I. : LA FORCE EST DANS LE GROUPE

par l'aspirant Cédric Many

La Force intervention (F.I.) est l'unité d'assaut du GIGN. Les hommes qui la composent sont capables de s'engager en tout temps et en tout lieu, lors d'opérations de contre-terrorisme ou de police judiciaire ou administrative complexes.



Trois critères déterminent l'engagement de la F.I. : la dangerosité de la mission, la difficulté technique et la sensibilité du dossier.

La F.I. est composée d'une centaine d'hommes, répartis en quatre sections, deux à dominante chuteur opérationnel et deux à dominante plongeur d'intervention. « *Mis à part ces capacités de projection, chaque section est structurée à l'identique, en groupes tactiques, et a en son sein les mêmes capacités d'intervention, leur permettant d'agir en autonomie ou de façon coordonnée sous les ordres du chef de la F.I. selon la mission* », précise le chef d'escadron (CEN) G.P., commandant la F.I.

La force dispose également d'une cellule évaluation des opérations, en charge du suivi des missions, ainsi qu'une cellule préparation opérationnelle, chargée de l'organisation d'entraînements majeurs. La préparation à la mission de contre-terrorisme est un enjeu permanent de la F.I. « *Notre objectif est de pouvoir répondre à n'importe quel type de situation dans des délais restreints, en adaptant au plus juste le volume de force engagée. Nous basons notre organisation sur la complémentarité et la modularité des moyens mis en œuvre* », explique l'officier. Ainsi la F.I. réalise chaque année une soixantaine d'opérations complexes et variées, telle que la

gestion de prises d'otages, de forcenés, d'extorsions de fonds, de tentatives de braquage ou d'interceptions de go-fast.

## Des capacités complémentaires

Chaque semaine, deux sections de la F.I. sont d'alerte. La première, qui fait partie du détachement d'intervention d'urgence, est prête à s'engager en moins de 30 minutes. La seconde, intégrée au détachement d'intervention judiciaire, dans les deux heures. Si tous les gendarmes de la F.I. sont formés à l'intervention spécialisée, ils acquièrent ensuite des spécialités dites fondamentales : tir longue distance, négociation, effraction, franchissement, maître de chien et infiltration silencieuse. « *On part toujours avec toutes ces capacités, qu'on les utilise ou non, pour être en mesure de réagir au moindre cas non conforme.* »

## La force, c'est le collectif

Les militaires d'alerte s'entraînent en section constituée, tandis que les autres sont en entraînement individuel ou par spécialité. « *Ce qu'on attend d'un opérationnel de la F.I., c'est un sens de l'engagement au feu mais aussi au quotidien. Ils se doivent d'être exigeants envers eux-mêmes, ce qui fait l'excellence du collectif. L'humain est une composante essentielle du dispositif* », détaille le CEN. Ils doivent aussi savoir faire preuve d'initiative et être stables émotionnellement. « *Aussi fortes soient-elles, les individualités laissent place au collectif en opération.* » C'est cela avant tout la force de la F.I.

Les membres de la FOR sont capables d'acquérir du renseignement dans toutes les situations. Dans les airs...



## LA FOR, MISSION

## RENSEIGNER

par l'aspirant Cédric Many

Héritière des capacités du Groupe d'observation recherche (GOR) de l'Escadron parachutiste d'intervention de la gendarmerie nationale (EPIGN), la Force observation recherche (FOR) du GIGN est née dans le cadre de la réorganisation en 2007 pour développer une vraie expertise dans la recherche opérationnelle du renseignement. Elle intervient dans les affaires les plus sensibles en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

« Parce que les réseaux criminels et terroristes sont toujours plus structurés, plus efficaces, nous nous devons de nous doter d'une entité capable de concentrer un haut niveau tactique et technique », explique le chef d'escadron (CEN) Marc L., qui commande la FOR. Entité nationale, elle apporte un appui opérationnel de pointe au profit des unités de recherche pour des missions de police judiciaire ou administrative. La Force comporte aujourd'hui 40 gendarmes répartis en deux sections, elles-mêmes divisées en deux groupes. Cette organisation permet flexibilité et adaptabilité aux différentes situations rencontrées. « Nos missions peuvent durer de quelques jours à plusieurs mois. Nous pouvons travailler dans la profondeur comme dans l'urgence et nous adaptons nos modes d'actions et nos schémas d'engagement », poursuit l'officier.

### Avoir un temps d'avance

Très sollicitée, la FOR est engagée toutes les semaines. Le renseignement incriminant est aujourd'hui plus difficile à acquérir. Dans les dossiers d'importance, dès lors que les investigations traditionnelles ne suffisent plus, la FOR est engagée selon une stratégie définie conjointement avec les enquêteurs. Disposant pour cela de moyens dédiés, la FOR est appuyée par les experts techniques de la FAO pour le déploiement d'équipements

haut de gamme d'investigation spécialisée. Le reste du temps est consacré à la préparation opérationnelle et à l'élaboration de nouvelles tactiques et techniques. « Nous devons faire face à de plus en plus de contre-mesures (contre-filature, brouillage, etc.) de la part des criminels. À nous d'innover pour les contourner et conserver un temps d'avance sur l'adversaire. C'est une véritable partie d'échecs. »

### Savoir s'adapter

Chaque équipier de la FOR possède un socle commun de compétences qu'il partage avec les gendarmes du Groupe. Il se spécialise ensuite au sein des différentes cellules de la force : camouflage, filature, prise de vue opérationnelle, tracking, intrusion, etc. Sur le terrain, intégré dans un dispositif tactique, l'équipier doit être en capacité d'être un capteur de renseignement à tout moment et dans toute situation. Il faut savoir passer du maquis corse au bitume d'une cité, d'un hôtel miteux à un palace, sans se faire remarquer. Savoir se fondre dans le paysage, c'est la clé. « Nos membres doivent faire preuve d'une grande autonomie et d'une forte capacité d'initiative. De par leur position sur le terrain, une action déterminante de leur part peut déboucher sur l'acquisition d'un renseignement décisif pour l'enquête », conclut le CEN Marc L.

... comme sous l'eau.



# LA FAO, UNE FORCE TRANSVERSE

par la capitaine Céline Morin

Véritable laboratoire opérationnel, la Force appui opérationnel (FAO) est partie prenante de toutes les missions du GIGN. Elle propose des solutions sur-mesure et bien souvent uniques aux besoins exprimés par l'ensemble des forces. La mission des sept cellules qui la composent consiste à concevoir et à mettre en œuvre des capacités décisives qui permettent au GIGN d'apporter une réponse opérationnelle globale et la plus exhaustive possible sur l'étendue de son champ missionnel.

Force totalement transverse, la FAO est un vivier d'expertises et de moyens uniques ou rares mis à la disposition des autres forces du Groupe afin de leur permettre de remplir le contrat opérationnel de l'unité.

Les sept cellules de la FAO, soit une trentaine d'experts, proposent et développent des capacités très pointues : acquisition technique du renseignement pour la section des moyens spéciaux, ouverture fine, effraction avec usage d'explosifs, NRBC-E, dépiégeage d'assaut, atelier technique d'adaptation opérationnelle et maîtres de chiens « explos » (*lire page 32-33*). Elles ont une triple vocation : l'engagement opérationnel ; le conseil aux autorités, l'aide à la décision et la réalisation d'audits ; la veille technologique et la recherche et le développement, en lien avec la

cellule R&D. La FAO est ainsi souvent décrite comme étant le décupleur de capacités du Groupe.

À l'exception de la Cellule technique d'adaptation opérationnelle (CTAO), dont le recrutement très spécifique privilégie la technicité, l'ensemble des cellules vient en appui des forces au cœur des opérations. Le recrutement est propre à chacune. Si l'appui est un tronc commun, leurs différentes technicités les lient davantage à certaines des forces. La FAO forme par ailleurs des référents de niveau intermédiaire dans ses différents domaines de compétence au sein des forces. On trouve ainsi des relais effraction et des dépiégeurs de contact au sein de la F.I., mais aussi des relais ouverture fine au sein de la FOR.



### La Section des moyens spéciaux (SMS)

Les militaires de la SMS sont partie prenante de toutes les missions du GIGN, en France comme à l'étranger. Intégrés dans les alertes de la F.I. et de la FOR, ils sont engagés quotidiennement dans des missions de P.J. ou de P.A. Ils apportent également leur concours ponctuellement à la FSP en matière d'audits ou de mise en sécurité de sites. Leur expertise en matière d'acquisition technique du renseignement de contact et à longue distance permet d'obtenir des avancées souvent décisives dans les enquêtes, mais aussi d'optimiser la sécurité des personnels d'intervention. *(Lire Gend'Info N° 365 – page 13)*

GIGN © Mika



### Cellule effraction

Ouvrir une brèche à l'explosif dans tout type d'obstacle et permettre une intrusion fulgurante de la colonne d'assaut, telle est la mission de ces gendarmes passés maîtres dans l'art de manier les explosifs. Le but n'est pas de démolir l'obstacle, mais d'y créer une brèche en limitant au maximum les dommages collatéraux.

GIGN © Francis P.

### La Cellule technique d'adaptation opérationnelle (CTAO)

Au sein de cet atelier pluridisciplinaire, deux militaires travaillent le bois, le métal, le tissu, les matériaux composites et la peinture sous toutes ses formes pour transformer, adapter, améliorer ou créer des matériaux, des camouflages et des équipements uniques et sur-mesure, en réponse aux besoins spécifiques exprimés par les différentes forces. Ils conçoivent notamment les « enveloppes » ou « intégrations » visant à camoufler les capteurs (vidéo, son) ou autres matériels déployés sur le terrain. La cellule se doit d'être en phase avec les enjeux opérationnels du Groupe. *(Lire Gend'Info N° 362 – pages 18-19)*

GIGN © Mika



### Cellule ouverture fine

À l'opposé de la cellule effraction, la cellule ouverture fine est spécialisée dans l'ouverture sans trace de tout type de serrures (véhicules ou domiciles). Son action permet notamment, dans un cadre légal bien défini, une intrusion discrète afin de poser des capteurs (son et vidéo). Elle peut également être engagée sur une crise majeure pour permettre la progression discrète des éléments d'intervention.

GIGN © Francis P.

### Cellule NRBC-E

Ces spécialistes NRBC-E (Nucléaire, Radiologique, Biologique, Chimique - Explosifs) sont en mesure de préciser la nature de la menace à laquelle les opérationnels pourraient être confrontés, de proposer des solutions d'équipement ou de protection adaptées et de définir la conduite à tenir en atmosphère contaminée. Ils ont par exemple été engagés en RCA aux côtés de la FSP afin de réaliser un audit dans un laboratoire sensible de Bangui.

GIGN © Mika



### Cellule dépiégeage d'assaut

Les dépiégeurs d'assaut ont une mission majeure et particulièrement sensible : ouvrir la voie à la colonne d'assaut et lui permettre de progresser au plus vite et sans dommage en désamorçant les éventuels engins piégés.

GIGN © Mika

# SYNERGIE DES FORCES

par l'aspirant Angéline Gagneraud

Nuit du 8 au 9 juin 2012. Autoroute A40 en direction de Chamonix. Un automobiliste s'arrête près d'une borne d'appel d'urgence. Dans le sac posé sur le siège passager : 3 millions d'euros en liquide. La remise de rançon doit avoir lieu dans quelques instants. Nous ne sommes pas au cinéma. Le scénario est bien réel. Cette affaire judiciaire a nécessité le plus long engagement des militaires du GIGN et une véritable synergie entre les trois différentes forces au profit de la S.R. de Chambéry.

Tout débute en octobre 2011, lorsque le secret bancaire de l'établissement genevois HSBC est mis en péril par une structure criminelle agissant en bande organisée. Trois ans seulement après la retentissante affaire Falciani, les individus menacent de divulguer des milliers de documents confidentiels contre une rançon de plusieurs millions d'euros. Le chantage est pris immédiatement au sérieux car les maîtres-chanteurs envoient un *listing* de noms clients à titre de preuve. La police helvétique est alertée et entame les négociations. Par deux fois, une remise de rançon organisée le long de la frontière échoue. La compé-

tence territoriale dépasse alors les limites de la Suisse et le parquet de Genève se tourne vers la France. En avril 2012, le GIGN engage une opération d'ampleur. L'objectif est de reprendre la main sur les négociations, d'acquiescer du renseignement contre la bande organisée et d'appréhender les malfaiteurs. Il s'agit par ailleurs, dans un contexte tactique défavorable, de découvrir quel mode opératoire sera privilégié par les criminels, la nuit de la remise de rançon.

**Le GIGN : une unité intégrée, capable de s'engager dans la durée**

Trois mois et l'engagement de



Les 48 personnels engagés se préparent à l'interpellation, rendue possible grâce à la synergie des trois forces et à la qualité du renseignement, conjuguées à la coopération avec les forces suisses.



GIGN © TIM



Après un premier environnement de la DOS69 et grâce aux premiers éléments recueillis par la section de recherches de Chambéry (73), sous commission rogatoire, le GIGN élabore rapidement une stratégie en renseignement articulée autour des techniques spéciales d'enquête. Ici la FOR en filature.

GIGN © Francis P.

que la Force d'intervention (F.I.) prépare dans le même temps, suivant les *scenarii* possibles d'interpellation, les renseignements obtenus au fur et à mesure et le cadre juridique validé par les magistrats.

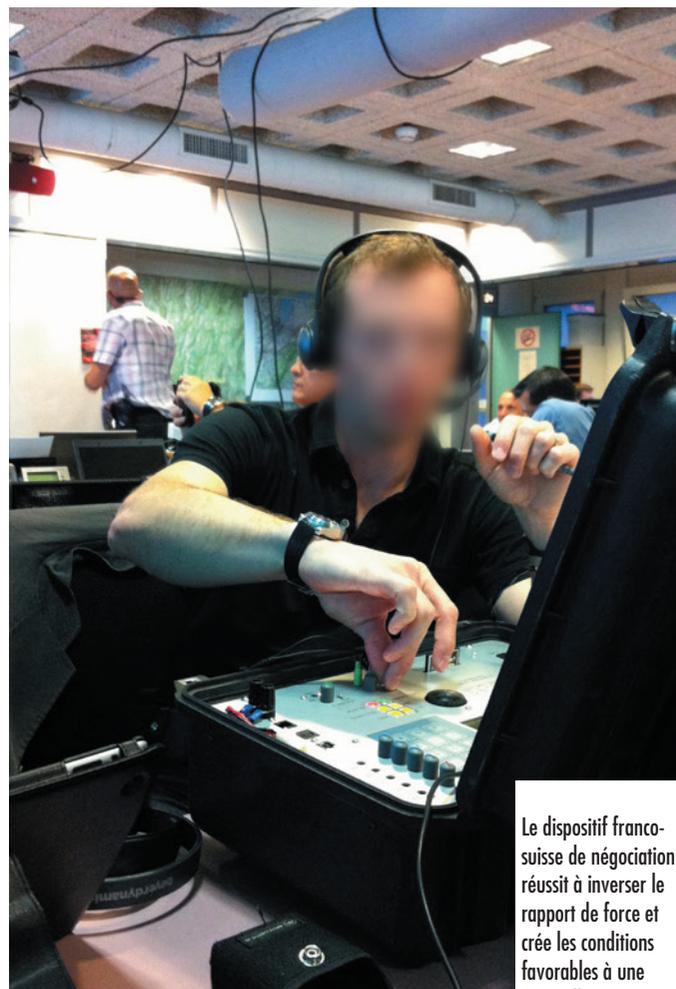
### L'anticipation comme facteur de réussite

La phase de négociation se prolonge jusqu'au dernier moment. Dans la voiture, l'employé de banque chargé de remettre la rançon aux malfaiteurs n'est autre qu'un négociateur du GIGN. Il évolue dans une « bulle tactique », sous protection permanente de ses équipiers de la F.I. Sur-tout, il n'avance pas en « aveugle » : le long travail réalisé en amont permet de connaître à l'avance le lieu de remise de rançon choisi par les criminels. Ces derniers pensaient pourtant tirer les ficelles des négociations et avaient conçu un jeu de piste précis. En dépit de toutes leurs précautions, ils se sont fait interpellé en « flag », l'argent entre leurs mains.

### Une unité intégrable

La réussite de cette affaire repose aussi sur l'étroite collaboration avec la Suisse. Le GIGN a été saisi en raison de son expertise dans ce type d'affaire complexe et de sa légitimité au plan international. Les unités d'intervention des pays de l'Union européenne et de la Suisse ont des procédures opérationnelles communes, ce qui leur permet de travailler en toute confiance et de parler le même langage. Le degré de coopération mis en place au cours de l'opération est tel que toutes les équipes sont mixées : commandement, négociation, renseignement, intervention, transmission. Cette organisation s'est révélée indispensable dans la phase finale, la mission se déroulant des deux côtés de la frontière.

132 personnels ont été nécessaires pour interpellé les deux escrocs. Trois mois d'observation, de filatures, de recueil de renseignements, réalisés de jour comme de nuit par les spécialistes de la FOR (Force observation recherche), avec l'appui des techniciens de la SMS (Section des moyens spéciaux), intégrée à la FAO (Force appui opérationnel), chargés de mettre en place les différents capteurs (son, vidéo, etc). Au cours de cette période, d'intenses négociations ont permis de créer les conditions optimales de remise de rançon. Une phase



GIGN ©

Le dispositif franco-suisse de négociation réussit à inverser le rapport de force et crée les conditions favorables à une interpellation.



Basé à Genève, le poste de commandement regroupe les chefs opérationnels des unités de gendarmerie françaises et suisses, les magistrats, ainsi que les opérationnels chargés du renseignement, de la négociation et de l'intervention.



La FSP assure sa mission de protection en Irak depuis 2004. À Bagdad, le dispositif est commandé par un officier de la FSP. 8 personnels de la force sont engagés en permanence sur place, et se relaient tous les 3 mois. Ils ont en charge la protection de l'ambassadeur notamment lors de ses sorties en province. Ils sont renforcés par 8 TEASS qui gèrent les escortes diplomatiques et 10 GM qui assurent de manière permanente la sécurité du site.

GIGN © Mika

# LES EXPERTS DE LA PROTECTION

par la capitaine Aurélie Muscat

Dès qu'une situation devient critique à l'étranger, et que la France y est menacée à travers ses représentations diplomatiques, la Force sécurité protection (FSP) est capable de se mobiliser et de projeter, en quelques heures, partout dans le monde, ses experts de la protection. Leur mission principale : assurer la protection rapprochée des diplomates et la sécurité des ambassades dans des pays en crise.

« Toutes les missions sont sensibles. Sur toutes, le risque est prégnant », déclare le lieutenant Pierre P., adjoint au chef de la force sécurité protection. Irak, Côte d'Ivoire, Mali, Libye... les 35 militaires qui composent la force agissent la majeure partie du temps à l'étranger, dans des pays où une crise est imminente ou avérée.

## Protéger dans des pays en crise

Quand la situation dans un pays devient tellement sensible que se pose la question de la sécurité de ses représentants (diplomates et personnels des ambassades), une équipe de la FSP est envoyée sur place avec, à sa tête, le chef de la force. Ces experts de la protection procèdent en premier lieu à un audit de sécurité. L'intervention de spécialistes dans de nombreux domaines (recherche et destruction des explosifs, moyens spéciaux,

etc.), permet de fournir une analyse la plus complète et précise possible d'une situation de crise. « L'audit va permettre de proposer une évolution de la sécurité passive (caméra) ou active (protection renforcée de la personnalité via la présence de TEASS), etc. » Selon l'intensité de la menace, un plan de défense est mis en place sous le commandement du GIGN. L'audit peut conclure, si la situation est dégradée, au besoin d'une présence permanente des personnels du GIGN, comme c'est le cas en Irak depuis 2004. Enfin, quand la situation est critique, il peut être décidé de l'évacuation de l'ambassade. La dernière date d'août dernier : dans un contexte très tendu, les gendarmes de la FSP présents en Libye ont été rejoints en quelques heures par des renforts du GIGN. Débarqués à Tripoli, ils ont rapidement évacué 20 personnels de l'ambassade de France et une

L'autorité est constamment entourée du chef d'équipe, d'un « tirailleur » et de l'« épaupe », interlocuteur privilégié de l'autorité, désigné pour assurer en permanence et au plus près sa protection.



GIGN © Christophe A.

dizaine de gendarmes, agissant de façon complémentaire au sein d'un dispositif des forces spéciales françaises.

### Polyvalence, autonomie, réactivité

Les situations dans un pays en crise ou en guerre s'avèrent très sensibles. Dans ces territoires hostiles, l'équipe du GIGN agit en totale autonomie. « Nous devons être capables de tout faire nous-même et de faire face à toute difficulté. Nous sommes formés au secours au combat, à l'utilisation d'armements collectif et individuel, aux transmissions, notamment pour baliser les véhicules de l'ambassadeur », déclare le LTN Pierre P.

### Agir en interministériel et en interarmées

L'atout de la FSP réside également dans sa capacité à agir au quotidien avec les personnels du ministère des Affaires étrangères, tout en ayant une complète maîtrise

des méthodes militaires. « L'interaction au quotidien avec le monde civil ne nous pose aucune difficulté, il fait partie de notre identité de gendarme. Tout comme nos méthodes militaires qui facilitent la coopération sur le terrain avec les autres armées. Nos savoirs militaires nous permettent d'utiliser au mieux les vecteurs aériens de l'ALAT ou une section d'infanterie », ajoute le LTN Pierre P. Reconnaissance d'une plage propice à une évacuation par la mer, par un plongeur du GIGN, ou repérage d'une zone de poser d'hélicoptère par un chuteur opérationnel... La formation militaire particulièrement poussée de chacun des personnels de la FSP est un atout pour ces missions périlleuses.

En France, la FSP assure la protection du chef d'État-major des Armées et celle des autorités militaires étrangères en visite sur le territoire.

### Protection du Président de la République : le rôle du GSPR

Le Groupe de sécurité de la présidence de la république (GSPR) est chargé d'assurer la protection personnelle et immédiate du président de la République, en tout lieu, en tout temps et en toute discrétion. Garder un regard ferme et aiguisé sur la réalité de la menace qui l'entoure, tout en se gardant d'une présence ostentatoire, tel est le défi du groupe. Unité mixte composée de 28 gendarmes issus du GIGN, et de 32 policiers, elle est commandée actuellement par une commissaire de police.



GIGN © Mika

Un convoi se compose d'au moins deux véhicules. Parfois, un troisième véhicule renforce le dispositif. Il a pour rôle de circuler à distance du convoi, hors de la bulle de danger, pour renseigner et intervenir rapidement en cas de problème.



# FORMATION NATIONALE

Le GIGN accueille chaque année des unités d'élite étrangères pour leur dispenser des formations spécifiques.

Mi Dicom © O. Pezeyre

# ET INTERNATIONALE

par la capitaine Céline Morin

La Force formation (F.F.) participe à la formation des unités intermédiaires sur lesquelles le GIGN a un contrôle opérationnel. Environ 300 opérationnels en plus du GIGN sont ainsi concernés. Elle conduit également chaque année une cinquantaine d'actions de formation au profit d'unités étrangères.

La Section formations nationales et internationales (SFNI) regroupe un *pool* d'experts dans différents métiers, principalement l'intervention, la protection et le tir longue distance. Aux niveaux national et international, elle forme des militaires, des policiers et des civils. En interne gendarmerie, elle assure la formation de tous les militaires affectés au sein des Pelotons d'intervention inter-régionaux de la gendarmerie (PI2G) et des Groupes de pelotons d'intervention (GPiom) en outre-mer. Dès 2015, les officiers de ces unités seront d'ailleurs formés à l'intervention spécialisée au même titre que les sous-officiers, avec des modules de commandement spécifiques à la gestion de crise. La forma-

tion initiale des vingt Pelotons spécialisés de protection de la gendarmerie (PSPG), soit environ 900 personnels, et leur recyclage tous les deux ans, sont quant à eux conduits par la section formation des cadres de la F.F. Depuis l'été 2014, tous les gendarmes nouvellement affectés en PSPG suivent un stage de quinze jours au GIGN pour acquérir les actes élémentaires du combattant. Depuis deux ans, des formateurs-relais, également formés pendant deux semaines au GIGN, ont été intégrés au sein de chaque unité. Enfin, dès l'an prochain, tous les commandants de PSPG seront formés à la gestion de crise et à l'organisation d'un P.C. de crise.

Sirpa Gend © MJA F. Balsamo



**Formation des TEASS : un entraînement au plus proche du réel.**

GIGN ©



**Les formateurs du GIGN sont régulièrement sollicités pour former des unités à l'étranger.**

## Formation tous azimuts

Dans le domaine de la protection, la SFNI forme les techniciens d'escorte d'autorité et de sécurisation de site (TEASS). Il s'agit de gendarmes mobiles qui renforcent la protection des ambassades et des personnels du corps diplomatique dans des contextes dégradés. Un module réservé aux gardes républicains affectés dans les palais nationaux (Élysée, Matignon, ministère des Affaires étrangères) est par ailleurs organisé chaque année afin de leur donner une culture de protection d'autorités au sein d'un bâtiment et les techniques d'évacuation. La SFNI gère aussi la formation et le recyclage de

certaines unités spécialisées comme les observateurs/contre-tireurs de la garde républicaine et de la gendarmerie des transports aériens. Le GIGN organise enfin des stages spécifiques à destination des cadres de grosses entreprises françaises expatriés dans des pays à risques. Parallèlement, des entités indépendantes (sportifs de haut niveau, grandes écoles, etc.) viennent chercher auprès du Groupe des stages spécifiques dans le domaine du dépassement de soi et de la gestion des émotions.

# UN FORT ENGAGEMENT À L'INTERNATIONAL

Le GIGN est incontestablement une vitrine de la gendarmerie à l'international. Chaque année, il reçoit de nombreuses visites de partenaires et diverses sollicitations pour des échanges de savoir-faire ou des formations spécifiques. La cellule Relations internationales (R.I.), armée par un officier supérieur et un sous-officier, directement rattachés au commandant d'unité, travaille principalement sur deux axes. Le premier consiste à développer des partenariats « gagnant-gagnant » avec des unités sœurs (le GSG9 allemand, le CGSU belge, le SAS britannique, le YAMAM israélien, etc.) qui, comme le GIGN, opèrent sur le haut du spectre, afin d'échanger aux plans tactique et technique dans différents domaines tels que le contre-terrorisme, la lutte contre la criminalité organisée ou des savoir-faire techniques tels que l'ouverture fine, l'emploi des maîtres de chien, l'effraction chaude, etc. Ces actions de coopération sont source d'un enrichissement mutuel. Le deuxième axe de coopération internationale consiste à appuyer la politique étrangère

de la France en répondant aux sollicitations en termes de formations à l'étranger ou en France, de visites d'autorités, etc., émanant des autorités françaises et étrangères. Ce volet est géré en liaison avec la direction de la coopération internationale du ministère de l'Intérieur, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères.

À cela s'ajoutent l'organisation de séminaires ainsi que l'implication au sein de nombreux groupes de travail et comités multilatéraux dont le GIGN fait partie (réseau ATLAS, Comité des agents de sécurité en vol, Surveillance transfrontalière, Forums internationaux de négociateurs, etc.)

La cellule R.I. organise en moyenne 160 opérations de coopération par an. Elle travaille notamment en étroite relation avec la SFNI qui conduit chaque année à elle seule une cinquantaine d'actions de formation au profit d'unités étrangères, opérant sur le haut du spectre, dans leur pays ou sur le site du GIGN.

# TROIS MÉTIERS D'EXCEPTION

par la capitaine Céline Morin et l'aspirant Cédric Many

## Maîtres de chien : recherche d'explosifs et assaut

La cellule appui cynophile de la force appui opérationnel compte trois maîtres de chien sélectionnés et formés par le GIGN en lien avec le Centre national d'instruction cynophile de la gendarmerie (Cnicg) de Gramat. Elle a pour mission principale la mise en sécurité de sites et d'événements de haute sensibilité en France comme en opérations extérieures. Elle est ainsi très régulièrement engagée pour la sécurisation des palais nationaux (Élysée, Assemblée nationale) mais également en appui de la force sécurité protection (Irak, Mali, Libye) ou du GSPR (outre-mer, Niger). Elle a développé des savoir-faire uniques, notamment par l'emploi du guidage des « chiens explo » par laser, permettant

de désigner à distance les zones à sécuriser. Inscrite dans une dynamique de recherche et de prospective, la cellule développe par ailleurs aux côtés d'homologues européens des procédés innovants. C'est le cas pour un projet de conduite à distance des chiens, qui ouvrirait de nouvelles perspectives d'engagement au profit de la force observation recherche et de la force intervention (F.I.). Équipé d'une caméra et piloté par radio, le chien est aujourd'hui capable de mener des missions d'acquisition de renseignement, de dépose ou de récupération de matériels en toute discrétion et dans des lieux inaccessibles ou dangereux pour l'homme.

Autre spécialité existant au sein du GIGN depuis 1976 : les chiens d'assaut. Ils font partie de la cellule cynophile d'intervention, intégrée à la F.I. Chaque section possède son binôme cynophile. Les maîtres de chien sont tous des opérationnels qui se sont portés volontaires pour se spécialiser. Ils sont alors formés au sein du Groupe, en partenariat avec le Cnicg. Le chien est employé lors de missions de police administrative : forcenés, arrestations domiciliaires ou en milieu ouvert. Il fait partie des options dont disposent les gendarmes et est utilisé dans un but tactique. À ce titre, une équipe cynophile est toujours embarquée dans la section d'alerte. L'usage des chiens d'assaut est considéré comme

un usage des armes. Arme non létale, son utilisation peut sauver une vie. Quand la probabilité de fuite est élevée, il permet à la fois de couvrir de grandes distances, d'économiser du personnel au sol et d'éviter les bouclages.

Les chiens d'assaut sont dressés au mordant, à l'arrestation fulgurante et incapacitante. Mais leur emploi s'est aussi diversifié. En effet, ils sont aussi utilisés au pistage offensif, pour orienter les recherches lors d'une fuite et à la détection, c'est-à-dire la capacité de trouver un individu dissimulé (cache aménagée dans un domicile, par exemple).





## Chuteurs opérationnels

Deux sections de la force intervention, soit 30 opérationnels, sont formées à la chute opérationnelle au sein de l'Etap de Pau (64). Une quinzaine d'autres gendarmes répartis entre la FOR et la FSP sont également entraînés à cette pratique. La chute opérationnelle n'est pas une finalité en soi, mais un moyen de projeter des personnels et du matériel en vue de remplir une mission au sol. En fonction de l'effet recherché, les chuteurs opérationnels peuvent réaliser deux types de sauts : le Saut à ouverture basse (SOB) ou l'Infiltration sous voile (ISV). Le premier consiste à ouvrir les parachutes à 1 000 m du sol, indépendamment de la hauteur de largage. L'objectif du SOB est de déployer rapidement une équipe à proximité d'un objectif.

Le deuxième, beaucoup plus technique, consiste à ouvrir les parachutes à haute altitude, rapidement après le largage, de façon à parcourir plusieurs dizaines de kilomètres en dérivant sous les voiles de parachute. L'ISV permet une arrivée discrète sur un objectif. Au terme de leurs trois mois et demi de stage SOGH (Saut à ouverture à grande hauteur) et quelque 90 sauts, les militaires savent sauter en équipe, de jour comme de nuit, depuis tous types d'aéronefs, sur une zone extérieure présentant des obstacles, comme des bâtiments ou des lignes à haute tension, avec tout l'équipement nécessaire à leur mission, comme l'armement, le matériel de navigation, voire du matériel plus spécifique tel que l'équipement NRBC-E, etc.

## Plongeurs d'intervention

Le GIGN dispose d'une quarantaine de plongeurs répartis dans les différentes forces opérationnelles. Tous sont formés à la plongée classique à l'air. Pour devenir plongeurs d'intervention, les gendarmes suivent, sur la base du volontariat, un cursus de près de 6 mois, comprenant notamment un module navigation, à Lanvéoc (29), et une formation à la plongée en circuit fermé au centre national d'instruction nautique de la Marine nationale à Saint-Mandrier (83). Y sont basés les nageurs de combat du commando Hubert, avec lesquels les plongeurs d'intervention du GIGN sont amenés à opérer en matière de contre-terrorisme maritime. La plongée est un vecteur de projection utilisé tant dans le cadre d'opérations à caractère maritime que lors de missions de police judiciaire. Sans que cela ne soit une exclusivité du

GIGN, ces plongeurs ont également la capacité de procéder à la sécurisation de sites. L'utilisation de l'appareil respiratoire à circuit fermé *Frogs (Full range oxygen gas system)* permet de progresser et de s'infiltrer en toute discrétion (pas d'émission de bulles) et de rester plusieurs heures sous l'eau. Sanglés par deux, les plongeurs d'intervention progressent entre 6 et 7 m de profondeur, avec le matériel d'intervention nécessaire à la mission. En configuration P.J., ils peuvent évoluer en petite équipe, aux fins par exemple de s'infiltrer sur une plage ou dans un port. En mission de contre-terrorisme maritime, la plongée se fait en plus grand nombre afin d'arriver ensemble sur la cible. Pour perfectionner la préparation, la quasi-totalité des entraînements se fait de nuit.



# SIX JOURS POUR CONVAINCRE

par la capitaine Gaëlle Pupin

Les tests de sélection du GIGN sont à la hauteur de la réputation de l'unité. Éprouvantes physiquement et psychologiquement, les épreuves s'enchaînent à un rythme soutenu. Récit d'une semaine intense.

**18h.** Amphithéâtre de Versailles-Satory. Assis. Immobiles. Mains crispées. Les regards convergent vers le centre de la pièce. Une voix s'élève. « *Vous allez passer une semaine difficile. Ne vous économisez pas. Montrez votre volonté d'intégrer l'unité. Ne calculez pas.* » Le ton est donné. Le colonel Hubert Bonneau, entouré de 17 membres du GIGN, adresse ses dernières recommandations aux 95 gendarmes venus passer les tests de sélection. 95 gendarmes motivés. 95 gendarmes entraînés. Pourtant, tous n'intégreront pas l'unité.

**20h.** Début des tests en piscine. Les épreuves s'enchaînent : saut d'un plongoir de 10m, 100m nage libre en moins de deux minutes, 50 m nage pieds et poings liés, 50 m en apnée. Elles sont éliminatoires, comme toutes les épreuves de la semaine. « *Il n'y a pas de profil type de candidat. Toute personne bien entraînée peut prétendre à passer ces tests. Les épreuves sont connues. Pourtant, il y a toujours autant d'échecs* », regrette un des formateurs.

« *Pour effectuer le pendulaire dans les meilleures conditions, il faut se jeter au plus loin, à l'horizontal, pour tendre la corde.* »



**J+2. 8h.** « Hier c'était "soft" explique un instructeur. Ils ont été évalués sur les agrès : pompes, tractions, abdos, corde. Ensuite, ils ont fait une petite marche commando. On n'a pas été trop dur avec eux la nuit dernière, ils n'ont fait que la piste dans la "lacy". » Un coup d'œil aux visages des candidats semble démentir ces propos. Ils doivent pourtant rester concentrés malgré la fatigue car de nouvelles épreuves s'annoncent. Au programme de la journée : pistes, saut de pont, course d'orientation et souterrain. « Bouge-toi ! Tu attends quoi ? Le dégel ? » Pendant l'épreuve de la piste, les instructeurs accompagnent au plus près le candidat. L'encourager. Le pousser dans ses retranchements. À chacun sa méthode, selon sa personnalité. « T'es sûr ? Tu es bien assuré ? Non attends ! » Lors de l'épreuve du saut de pont ou « pendulaire », aucun candidat n'échappe à l'humour acéré des instructeurs. « C'est une épreuve purement psychologique. Il est doublement assuré. Le but est d'éprouver sa confiance en nous, explique le responsable de la formation. Toutes les épreuves ont un sens. Il s'agit d'évaluer la

capacité de réaction de chaque candidat dans des conditions dégradées. Savoir si on pourra compter sur lui quoi qu'il arrive sur le terrain. »

**J+5. 9H.** Au centre de la pièce, un ring. Les 43 candidats restants se préparent pour la dernière épreuve de la semaine : le test d'agressivité. Un gong retentit. Un combat en deux « rounds » va les opposer durant deux minutes. Les membres du GIGN assistent à tous les affrontements : les candidats présents sont potentiellement de futures recrues. « Mets du rythme ! Finis-le ! » Les instructeurs sont divisés en deux équipes, aux angles opposés du ring. Ils prodiguent leurs conseils à leur « poulain », épongent son visage. « C'est une épreuve difficile. Il faut aller chercher au plus profond de soi. Ne rien lâcher, résume un formateur. Personne ne se connaît complètement. »



« L'épreuve de nage pieds et poings liés est surtout une question de technique », explique un instructeur.

reportage photo : Sipa Gend © MAJ F. Balsamo



Les épreuves ont pour but de tester les aptitudes physiques des candidats...

## Trois questions à un participant

**Q : Pourquoi le GIGN ?**

R : Pour les valeurs. Mais également pour les missions. J'ai envie de travailler dans un contexte d'excellence avec de vrais professionnels.

**Q : Êtes-vous surpris par les épreuves ?**

R : Pas vraiment par les épreuves en elles-mêmes. Elles sont connues du grand public. On peut s'y préparer. La vraie difficulté est de concilier le travail et l'entraînement. J'ai axé mes efforts sur le cardio, pourtant, je suis surpris par le rythme soutenu de la semaine.

J'étais prévenu. Mais tant qu'on ne l'a pas vécu, on ne se rend pas vraiment compte.

**Q : Avec le recul, choisiriez-vous le même entraînement ?**

R : Non. C'est bien d'être puissant sur les épreuves, mais ça ne fait pas tout. Il faut tenir sur la durée. Lors de mon entraînement, j'effectuais une ou deux épreuves par jour. En fait, la difficulté est de les enchaîner à la suite, avec peu de récupération ou de sommeil. C'est une dimension dont il faut tenir compte.



... et de déceler certaines qualités psychologiques nécessaires pour intégrer l'unité.

# QUATORZE MOIS POUR DEVENIR OPÉRATIONNEL

par la capitaine Céline Morin

GIGN ©



Pendant le stage probatoire, les candidats sont mis à rude épreuve, tant physiquement que psychologiquement. Les candidats qui parviennent au terme des huit semaines intensives accèdent à une formation initiale de dix mois puis une formation spécialisée de deux mois au sein de leur future force d'affectation. Après le tir de confiance et la remise du brevet, ils entrent de plain-pied dans le monde opérationnel.



La remise du brevet consacre l'entrée pleine et entière au GIGN.

GIGN ©

Ils sont quarante-quatre sur cent quarante-quatre à avoir été retenus à la suite des tests de sélection de juin et septembre derniers. Une étape importante de franchise, mais le chemin est encore long avant de devenir un opérationnel du GIGN. Les candidats doivent enchaîner une semaine d'aguerrissement, huit semaines de stage probatoire et enfin près de douze mois de formation. « *La semaine d'aguerrissement permet de les préparer physiquement et psychologiquement à ce qui les attend. On leur présente aussi de manière approfondie les différentes forces* », explique le chef d'escadron (CEN) Christophe B. commandant la force formation.

## Huit semaines de probatoire

Fin octobre. Le stage probatoire commence. Chaque année, un thème sert de fil conducteur aux entraînements jusqu'à l'exercice final. Très militaires, les trois premières semaines sont dédiées à la formation initiale du combattant et permettent d'enseigner les fondamentaux essentiels aux trois métiers du GIGN. L'intensité physique est encore relativement basse et les stagiaires peuvent toujours compter sur quelques heures de sommeil.

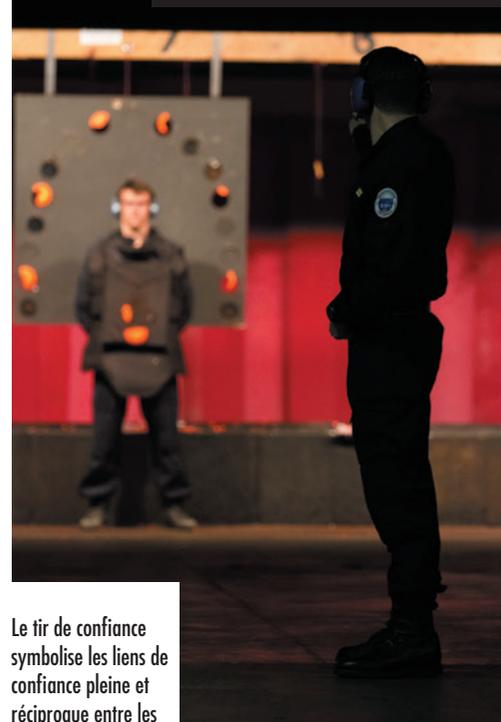
De la quatrième à la sixième semaine, les formateurs travaillent sur la construction et la cohésion du groupe, ainsi que sur le dépassement de soi. Au programme : marche



Les gendarmes du GIGN doivent pouvoir progresser en tout lieu, comme ici en milieu aquatique, avec leur matériel.



Assaut en rappel avec pénétration par une fenêtre.



Le tir de confiance symbolise les liens de confiance pleine et réciproque entre les opérationnels.

de nuit, marche commando, etc. L'intensité des exercices physiques augmente, tandis que le cycle du sommeil diminue jusqu'à la privation totale à la sixième semaine. « L'objectif est de s'assurer qu'ils sont en mesure de conserver leurs capacités de réflexion, d'analyse et de décision. Cela nous permet aussi de voir les conséquences du manque de sommeil sur leur comportement », précise le CEN. À l'occasion des différentes mises en situation, les formateurs décèlent déjà chez les stagiaires des orientations naturelles vers l'un des métiers du Groupe. La future affectation dans l'une des forces ne se décide plus dès la fin du stage probatoire mais six à huit mois après le début de la formation commune. « On s'est en effet aperçu que certains évoluaient au cours de la formation et révélaient un potentiel que le stage probatoire ne leur avait pas permis d'exprimer. On se laisse quelques mois de plus pour définir un profil », souligne l'officier.

Consacrée aux examens médicaux et psychologiques, la septième et avant-dernière semaine permet aux formateurs de croiser leurs avis avec ceux des psychologues concernant le profil des candidats au sein du Groupe, mais aussi de déceler d'éventuels problèmes.

Mi-décembre. Le probatoire se terminera par un exercice de restitution en conditions proches de la réalité où les différents métiers seront mis en œuvre. Cela permet d'expliquer la complémentarité des forces et de travailler l'esprit de corps du GIGN. Dans un état de fatigue avancé, les candidats devront montrer, en toute sécurité, qu'ils ont assimilé l'enseignement prodigué au cours des semaines précédentes, en restant professionnels et maîtres d'eux-mêmes.

### Dix mois de formation commune

Début janvier, les stagiaires retenus à l'issue du stage probatoire attaqueront leur formation à proprement parler

pour une durée de douze à quatorze mois en fonction du niveau de progression et des stages interarmées. Ce stage, dont la nouvelle formule a été lancée en 2012, évolue chaque année. Désormais, il comprend par exemple le stage commando de quatre semaines, qui auparavant clôturait le probatoire. Concrètement, les stagiaires suivront un tronc commun de dix mois afin de connaître les fondamentaux des différents métiers et d'être en capacité de renforcer les forces (interopérabilité). À ce titre, ils auront tous une formation à la protection et à l'observation - recherche de quinze jours chacune. Plusieurs stages s'enchaîneront au cours de cette période : tir au fusil, franchissement opérationnel, moniteur commando, brevet parachutiste spécialisé, plongée, montagne, reconnaissance Nedex, NRBC-E. Sans oublier les fondamentaux indispensables aux trois métiers : tirs, investigation, secourisme, sports de combat, conduite rapide, etc. Enfin, pour boucler

ce socle commun, les stagiaires inaugureront cette année un nouveau module de quatre semaines dédié au contre-terrorisme.

Au terme de ces dix mois, les stagiaires rejoindront leur force d'affectation où ils s'imprégneront de leur futur métier et commenceront à être intégrés au sein des équipes à l'occasion des entraînements.

### Tir de confiance et brevet

À la fin de la formation spécifique, tous seront de nouveau réunis pour préparer la cérémonie de remise du brevet, qui sanctionne la formation et leur ouvre les portes de l'opérationnel. Mais avant de recevoir le précieux insigne, chaque gendarme devra tirer sur un plateau d'argile porté par l'un de ses camarades sur son gilet pare-balles. Le tir de confiance, que le GIGN est la seule unité au monde à pratiquer, symbolise les liens de confiance pleine et réciproque entre les opérationnels.



DES  
SPÉCIALISTES  
AU SERVICE

Au magasin, les binômes sont spécialisés dans chaque domaine pour effectuer la maintenance et s'assurer que les opérationnels disposent d'un matériel sécurisé.

GIGN © Francis P.

## DES OPÉRATIONNELS

par l'aspirant Angéline Gagneraud

Un équipier au GIGN se consacre exclusivement à son cœur de métier. Toutes les contraintes administratives et logistiques sont en effet gérées de A à Z par des spécialistes. Une efficacité à toute épreuve.

« Le commandant du GIGN est responsable d'unité opérationnelle, responsable du pouvoir adjudicateur et commandant de formation administrative. Ces qualités lui confèrent une grande autonomie sur le plan des ressources humaines, du budget, du matériel et des achats. Des prérogatives nécessaires au fonctionnement du Groupe, gérées directement au sein de l'unité », résume le lieutenant-colonel Alain P., chef de l'État-major d'administration et de soutien (Émas) depuis le 1<sup>er</sup> août 2014 et premier officier du corps technique et administratif à occuper le poste.

### Un appui adapté au rythme des opérationnels

Le BRH gère et administre l'ensemble des personnels de l'unité au même titre qu'une région de gendarmerie. Son originalité réside dans la

proximité qu'il entretient avec les personnels et les métiers des forces opérationnelles. La capacité opérationnelle du GIGN repose en grande partie sur une politique R.H. individualisée, axée sur la formation, le conseil, la gestion du parcours de carrière, ainsi que sur le soutien psychologique en lien avec l'Antenne médicale de soutien (AMS, lire encadré). Il importe en effet de tenir compte de l'hyper-technicité des militaires du Groupe et de leur fort niveau d'engagement, lesquels imposent de définir pour chacun d'eux, dans une logique d'intérêt partagé, un parcours équilibré dans la durée.

Répondre à l'immédiateté est le *leitmotiv* des personnels du Bureau soutien opérationnel (BSO). Le soutien participe pleinement au fonctionnement de l'unité et le rôle du BSO est notamment de permettre

## Le soutien médical au GIGN

par le médecin en chef Olivier Dubourg, médecin-chef de l'antenne médicale spécialisée de Satory.

« Deux binômes (médecin et infirmier) sont toujours prêts à partir avec les sections d'alerte de la F.I. et nous soutenons les autres forces si besoin. Nous pratiquons une médecine pré-hospitalière avec une dominante de blessures de guerre (plaies par balles, explosifs, etc.). Les chances de

survie d'un blessé étant très clairement liées à son délai de prise en charge, nous devons être au plus proche de l'action, en fin de colonne d'assaut. Afin de suivre de manière fluide, nous nous entraînons régulièrement avec toutes les forces. »

## Le Bsic : une unité transverse

Le Bureau des systèmes d'information et de communication (Bsic) est intégré à l'état-major opérationnel pour répondre aux besoins spécifiques du Groupe sur le site de l'unité, sur le territoire national ainsi qu'à l'étranger. Formation transverse, il met en œuvre les moyens téléphoniques, radios, satellitaires, informatiques et sécurise les réseaux pour les différentes forces du GIGN. « Nous assurons un appui technique complet au profit des forces et installons tous les

moyens Sic nécessaires pour le P.C. de crise », précise le capitaine Emmanuel I., chef de bureau.

Avis aux intéressés, tous les sous-officiers du cadre général peuvent postuler, avec ou sans diplôme Sic. Ils intégreront ensuite la spécialité Sic après la réussite aux tests D.T. Sic. Vous pouvez contacter la permanence au 01 77 78 43 60 et retrouver le message d'appel à volontaires en téléchargement sur [Gendcom](http://Gendcom).

aux opérationnels de bénéficier, en toutes circonstances, des conditions administratives, financières et matérielles leur permettant de mener à bien leurs missions, en France, en outre-mer et à l'étranger. C'est pourquoi le GIGN dispose d'une avance de trésorerie avec un personnel de permanence H24.

## Magasiniers et mécaniciens : une alerte permanente

Projetables avec les équipiers des forces, les magasiniers et les mécaniciens sont en alerte 24h/24 et 7j/7. Au magasin, les sous-officiers assurent la logistique opérationnelle. Grâce à leur véhicule d'alerte, ils acheminent le matériel directement sur les lieux de la mission. Engagés au plus près de l'action, pouvant être exposés au feu ennemi, ils sont en mesure de répondre à tous les besoins des équipiers qui doivent disposer en permanence du bon équipement, au bon endroit et au bon moment. De plus, ils sont formés aux réglementations du fret aérien. Le conditionnement de matériels répond en effet à des exigences spécifiques, les colis étant souvent envoyés par avion dans des délais contraints.

Les mécaniciens sont aussi en alerte quotidienne afin d'assurer le soutien automobile : préparer et réparer les véhicules en tout temps. Dans le cadre du contre-terrorisme aérien, ils occupent un poste essentiel : celui de piloter le véhicule d'assaut Sherpa ou les engins de piste et passerelles d'avion pour emmener les équipiers jusqu'à la porte de l'appareil. Pour cela, ils sont formés à calculer la hauteur nécessaire pour l'ac-

cès aux portes et s'entraînent avec les opérationnels pour réaliser la mission en confiance et garder leur sang-froid. En outre, ils entretiennent un parc de 350 véhicules, de la voiture de tourisme à la puissante berline haut de gamme, en passant par les motocyclettes, les poids-lourds, etc. Un parc diversifié, pour coller aux besoins des opérationnels, qui demande une maintenance quotidienne pour tendre aux 100 % de disponibilité.

## Recruter des spécialistes, créer des vocations

Les personnels de l'Émas, comme tous les militaires du GIGN, ont passé des tests de sélection durant une semaine. Ceux-ci sont certes axés sur les capacités physiques mais aussi humaines et professionnelles. « Nous testons également les candidats sur leur potentiel, y compris dès la sortie d'école, pourvu qu'ils soient professionnels, performants et polyvalents », précise l'officier. L'aptitude physique est essentielle pour tous les personnels appartenant à l'Émas : « Si une crise majeure survient, nous devons projeter un état-major réduit. C'est pourquoi tous les personnels doivent être aptes TAP (troupes aéroportées). »

## Pourquoi pas vous ?

L'Émas est composé de 51 personnels dont 20 appartiennent au Corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (CSTAGN). Toutes les spécialités (GLF, AGP, A.I., AEB) sont représentées et les personnels bienvenus. Proposez votre candidature au chef du BRH, Daniel S : 01 77 78 43 20.



Un technicien du Bsic installe un relais radio.

# ADAPTABILITÉ ET INNOVATION

par l'aspirant Angéline Gagneraud

Les militaires du Groupe expriment sans cesse de nouveaux besoins adaptés à leurs missions. Qu'il s'agisse de perfectionner des équipements ou d'en inventer d'autres, tous œuvrent à l'évolution des matériels pour gagner en praticité, en furtivité et en autonomie. Le service Recherche et développement (R&D) coordonne les projets et participe à l'acquisition de nouveaux moyens opérationnels.

Améliorer le matériel existant ou réfléchir aux équipements du futur : les idées ne manquent pas. D'une simple poche cousue différemment sur un gilet de combat au développement d'une nacelle de récupération active, les projets foisonnent. Les militaires ne cessent de faire évoluer leurs outils de travail selon un objectif commun : gagner en efficacité.

## Quand la technique se mêle à l'expérience opérationnelle

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, David E., ingénieur principal des études techniques de l'armement, est détaché de la

Direction générale de l'armement (DGA) au profit du GIGN. Il est épaulé par deux personnels expérimentés du Groupe : un ancien de la section des moyens spéciaux, apprécié pour ses connaissances techniques, et un ancien de la force intervention, habitué à l'emploi opérationnel des matériels.

À eux trois, ils centralisent les demandes et vérifient si le produit existe auprès des industriels. Si ce n'est pas le cas, ils peuvent solliciter la cellule technique d'adaptation opérationnelle de la force appui opérationnel, dont les « artisans » travaillent le bois, le métal, le tissu, etc., et peu-

vent concevoir un prototype. Ce dernier, une fois validé par les opérationnels au terme d'une campagne d'essai, est proposé à des industriels susceptibles de répondre au cahier des charges.

## Une recherche constante de financement

« Nous suivons l'intégralité des projets de nos gendarmes, souligne David E. Souvent, nous leur apportons une aide technique mais surtout, nous les aidons à faire naître leur produit. Si celui-ci peut intéresser les armées, nous nous rapprochons du Commandement des opérations spéciales de la Défense,

qui sollicite alors un financement de la DGA. Ce fut le cas pour notre nouveau bouclier. Nous aidons aussi le militaire à porter son projet auprès de la Mission innovatrice participative. Cette structure finance en moyenne deux de nos projets par an. La nacelle « Escape » fut l'un d'eux, il y a quelques années. Nous avons noué des relations étroites avec les industriels. Ainsi nous leur proposons certains projets (besoins ou prototypes) qu'ils peuvent choisir de développer sur leurs fonds propres. »



Le bouclier s'est allégé, grâce à un nouveau matériau plus performant et une découpe optimisée.

GIGN © Francis P.



GIGN © Mika

## Le Sherpa : véhicule d'assaut du GIGN

Dévoilé à Eurosatory en juin 2014, le Sherpa est le résultat d'une coopération approfondie d'une année entre Renault Truck Défense et le GIGN. Dans le cadre d'interventions en matière de contre-terrorisme aérien, les anciens véhicules du Groupe ne permettaient pas l'accès aux portes du deuxième étage des Boeing 747 et des A380. Il était donc urgent de développer un engin adapté aux évolutions des flottes commerciales pour ne pas altérer les capacités d'intervention de la F.I.

### Fiche technique :

- Véhicule blindé de 13 tonnes, aérotransportable (Airbus A400M Atlas – C 130 Hercules).
- Échelle d'assaut jusqu'à 8,65 m.
- Capacité de transport à l'intérieur : 8 militaires armés.



GIGN © Mika

## Le gilet pare-balles : un format unique

Le gilet de protection balistique a été repensé pour gagner en légèreté et donc en mobilité, tout en améliorant la protection des utilisateurs. Le choix s'est porté sur un gabarit légèrement plus petit devant en comparaison avec l'ancien gilet, mais avec des plaques latérales, ce qui permet de couvrir une plus grande partie du corps. La composition des plaques est basée sur une céramique novatrice et du polyéthylène.



GIGN © Mika

## La nacelle Escape (Engin suspendu pour récupération active de personnes exposées)

Pour gagner en rapidité d'action, tant dans la récupération de personnes que pour la dépose tactique des opérationnels, le GIGN a développé ce projet de nacelle, grâce à une aide de la Mission innovatrice participative. Mise en œuvre pour la première fois à l'occasion du G8 d'Évian en 2003, elle est aujourd'hui commercialisée ailleurs dans le monde, dans les secteurs militaire, de la sécurité civile, des sociétés d'exploitation pétrolière, etc.

### Fiche technique :

- Lancée repliée depuis l'hélicoptère par une corde de 25 mètres.
- Largage et ouverture en moins de 10 secondes.
- Capacité d'emport : 1 500 kg, soit 10 opérationnels avec leur équipement.
- Diamètre une fois déployée : 2,90 m.



À l'étranger, la FSP travaille en étroite collaboration avec les autres armées.

# UN LIEN FORT AVEC LES FORCES SPÉCIALES

par la capitaine Céline Morin

Le GIGN possède une grande autonomie dans l'action, mais face à l'évolution et à la mondialisation de la menace, il se doit d'être interopérable avec d'autres forces civiles et militaires, qu'elles soient françaises ou étrangères. De tout temps, le Groupe a ainsi conservé et développé des liens forts avec les armées, que ce soit dans le domaine du contre-terrorisme maritime en lien avec la Force maritime des fusiliers marins commandos (FORFUSCO), dans le domaine de la formation (plongeurs, chuteurs, etc.), de l'aéromobilité (utilisation des moyens aériens des armées, particulièrement ceux du groupe interarmées d'hélicoptères), ou encore du soutien technique et tactique sur les théâtres d'opérations extérieures communs. Le chef d'état-major des armées, le général d'armée Pierre de Villiers, bénéficie par ailleurs de la protection des gendarmes de la FSP.

Ces partenariats reposent sur une connaissance et une confiance réciproques, facilitées par une culture militaire commune et renforcées notamment par de nombreux entraînements et exercices. Le positionnement d'un officier du GIGN auprès du Com-

mandement des opérations spéciales illustre ce lien avec les armées, et plus particulièrement avec les Forces spéciales (F.S.). Le capitaine Dominique S. sert d'interface entre les deux structures dans le cadre d'exercices, de préparation opérationnelle des unités et de certains audits. « *Un lien fort existe entre le GIGN et les F.S. qui, au vu de l'état de la menace, mérite d'être développé. On peut en effet envisager d'être confrontés à un phénomène de prise d'otages à l'étranger où l'expertise du GIGN pourrait être utile, ou encore à une crise majeure en France qui nécessiterait de s'appuyer sur toutes les structures existantes et donc de mettre en commun les capacités du GIGN et celles des armées. Le GIGN n'évolue pas en vase clos. Il est important de créer des liens, des synergies entre les deux structures, de travailler ensemble et d'être prêts au moment de la crise. GIGN et F.S. n'agissent pas sur le même spectre, sauf en matière de contre-terrorisme. Toutefois, nous sommes parfois engagés sur les mêmes théâtres d'opérations extérieures où nous pouvons être appelés à travailler ensemble.* »



Pour le contre-terrorisme maritime, les gendarmes utilisent les moyens nautiques de la Marine et les moyens aériens du Groupe interarmées d'hélicoptères (GIH).

Commandos storm plane

USA TODAY



Herald

tribune



COMMANDOS STORM PLANE

GAZET

Volk

LA VANGUARDIA

THE SUN

le Parisien



St. Galler Tagblatt

Boston Globe

le Parisien

THE SUN

le Parisien



MES

Zeitung

THE DAILY TELEGRAPH

Commandos storm to the rescue

French commandos free hijacked jet

THE WASHINGTON POST

PLANE HOSTAGES FREED IN BLOOD

LAVIE

THE WASHINGTON POST

THE INDEPENDENT

Washington Times

THE HERALD

LA PAISAILY & EXPRESS

LA LIBRE BELGIQUE

Diario 16

24 heures

Daily Record

THE FIGARO

Los Angeles Times

LIBERATION

THE FIGARO

THE FIGARO